

NOIR & ROUGE

● COLLECTIVITÉS ESPAGNOLES

30

Cahiers d'études

Anarchistes - Communistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

Editorial

Guerre au Vietnam... Révolte à Saint-Domingue.

Il ne s'agit pas d'épiloguer sur la violence, de regretter que les hommes s'entretuent et d'émettre des propos gratuits, car ce serait une chose facile et sans valeur. Ces combats se livrent loin de nous ; nous en connaissons mal les données ; nous n'en sommes pas directement affectés.

Mais nous pouvons constater chaque jour l'ambiance violente de notre société et son climat d'insécurité permanente. Il ne s'agit donc pas, non plus, de s'étonner de ces guerres. Elles sont normales si l'on n'oublie pas de les rattacher à leur contexte économique, social et idéologique. Ceci ne nous apparaît pas comme une justification, mais comme une constatation.

Les récentes déclarations de Johnson (3 mai) avaient pour but de justifier l'intervention américaine à Saint-Domingue. Elles nous ont semblé lourdes de conséquences, bien qu'elles n'utilisent que des lieux communs : menace du communisme sur le « monde libre », protection des ressortissants américains, assurer des élections dites libres.

Nous constatons pour le moment deux faits : affaiblissement du prestige moral des U.S.A., faible réaction de l'U.R.S.S. Ceci paraît important du point de vue politique, surtout si nous faisons quelques rapprochements avec la crise de Cuba. Mais nous manquons actuellement de recul et la diplomatie peut facilement modifier cette situation.

Par contre, nous pouvons sérieusement, en considérant cette expérience dominicaine et en souhaitant avoir tort, nous poser le problème des chances actuelles de réussite d'une révolution, surtout si elle de caractère anarchiste.

Dans un pays donné, nous pouvons trouver une situation de crise révolutionnaire créée par des conditions économiques et sociales, par une évolution des idées, etc. Une élite, marxiste par exemple, peut saisir le prétexte et lancer ses troupes à la conquête de l'Etat. Cette même élite peut tout aussi bien s'y opposer pour des raisons de stratégie internationale.

La critique d'une telle situation peut devenir rapidement hâtive et superficielle. Tout en insistant sur la nécessité pour les anarchistes d'être présents,

il nous faut tenir compte d'une quantité de rapports internationaux qui sont devenus pratiquement permanents : accords économiques entre Etats, entre entreprises internationales, organisations militaires, défense des traditions culturelles.

Tout ceci crée, grâce aux tendances technocratiques et pseudo-rationnelles, un épervier aux mailles serrées et rend singulièrement précaire la politique du clan gaulliste alors que la grande finance pro-américaine a déjà pris position en Europe. Dans ces conditions, comment envisager une révolution qui soit « destinée », dès la première balle, à choisir une voie autre que celle déjà connue des Soviétiques ou de Nasser par exemple ? Ainsi l'intervention est probable, le blocus également. Il nous faudra compter nos alliés et nous savons à quel prix. Nous savons aussi ce que signifient les élections dans un « monde libre », que ce soit à Saint-Domingue avec ses barricades ou bien même en France.

Il nous faut aussi tenir compte des enseignements de cette première moitié de siècle : le « sens de l'histoire », l'« agonie du capitalisme par ses propres contradictions » ne sont que des vues simplistes de la condition humaine. Examinons également les données psychologiques individuelles et sociales, l'évolution des idées, les conditions géographiques et sans doute physiologiques. Il apparaîtra alors certainement que le phénomène révolutionnaire n'est pas simple, que l'explication économique de l'exploitation, de la lutte des classes sont des vues schématiques et que ce niveau de conscience révolutionnaire ne se mesure pas à des propos définitifs. Ce serait plutôt une question de contacts et de compréhension de la réalité. Evidence trop oubliée.

Cet éditorial n'a pas pour objet de diminuer notre optique révolutionnaire, car le principe de l'exploitation des hommes est inchangé ou presque depuis des siècles. Nous pensons seulement que notre rôle n'est pas de pousser artificiellement à la révolution, de faire une propagande activiste en ce sens. Des fusils et des barricades ne suffisent pas à faire une révolution, le croire c'est tomber dans une sorte de mysticisme, de croyance idéologique. Nous ne sommes, non plus, nullement tentés par des moyens réformistes ou légaux.

Notre action a pour objet une coordination des efforts ; comme moyen, notre présence sur nos lieux de travail, dans les syndicats, selon les affinités et les initiatives personnelle ; comme but, une meilleure connaissance des phénomènes sociaux, l'aide à l'évolution des idées et des hommes pour une transformation radicale de la société, et comme hypothèse, l'anarchisme.

NOIR ET ROUGE.

« ANARCHIE »

Il est habituel de traiter les anarchistes d'utopistes et les situations inextricables d'« anarchie ». Voyons donc, nous qui nous disons anarchistes au sens militant et théorique du mot, en quoi la réalité contemporaine répond aux critiques que nous opposons et quelles solutions nous proposons.

Prenons d'abord la France : aucun des problèmes de l'heure n'est nouveau : crise de l'automobile, malaise dans les chantiers navals de la Loire-Atlantique, onzième réforme de l'enseignement, essai de réglementation du marché de la viande, etc. L'Etat, les classes dirigeantes tentent de remettre en ordre l'économie, mais voici des années que ces projets sont présentés et adoptés. Si les contradictions subsistent, cela ne tient pas à la mauvaise volonté des exécutants, mais aux bases du régime : comment planifier une économie alors que l'accent, les investissements sont portés en priorité sur les industries hautement spéculatives comme l'automobile, la construction, les terrains, et toute nouvelle industrie dont le capital est remboursé à court terme ? Où peut-il y avoir intérêt général quand les grandes banques et les pouvoirs publics échangent mutuellement leurs subordonnés ? Et quel enseignement égalitaire peut-on concevoir et appliquer, si les études sont conçues, par leur longueur, leur caractère, comme une sélection non sur la valeur mais sur les possibilités financières des familles ? L'aristocratie, qu'elle porte un titre nobiliaire, de grande école ou de grande administration, exerce toujours un barrage. L'économie française, et celle de la plupart des pays du Marché commun (dans la mesure où les Nord-Américains et les Japonais ne veulent pas trop les concurrencer) peuvent arriver à donner un niveau de bien-être à leurs citoyens. C'est-à-dire dans la mesure où la main-d'œuvre étrangère (800.000 Espagnols, 1 millions d'Italiens, 300.000 Nord-Africains environ, sans compter les Polonais, les Portugais, etc., en France), parquée dans des cités-dortoirs, subira l'exploitation directe au profit des « nationaux ».

Nous pensons qu'une organisation économique à court terme dans un pays doit tenir compte des différentes régions, réduire les déséquilibres économiques naturels, distribuer équitablement les produits. Le fédéralisme est un impératif économique pour éviter, compenser du moins, les différences de développement qui provoquent les migrations internes, les oppositions, les divisions politiques et sociales. Il est de même nécessaire de réduire l'éventail des salaires au maximum pour éviter la dispersion des capitaux à des fins individuelles et la consolidation ou la création de castes sociales, qui tendent à se conserver par cooptation, alors qu'économiquement, vitalement, le seul critère valable est la valeur, la capacité. Cette valeur, pour se conserver telle quelle, doit être révocable en permanence. Il est également normal que les intérêts, les privilèges de certaines couches sociales disparaissent, que la distribution soit la plus directe possible afin que la plus grande partie de la valeur marchande d'un produit revienne au producteur, tout en étant très accessible au consommateur.

Ces conceptions ne sont pas, heureusement, le monopole des anarchistes. Ce que nous affirmons cependant, avec sans doute plus d'originalité, c'est qu'il est impossible de parvenir à établir un régime « socialiste », au sens le plus large du terme, à partir de la société actuelle. Nous ne refusons pas les amé-

liorations, les revendications, nous disons qu'en tant que telles elles sont insuffisantes et doivent s'accompagner, s'intégrer dans une contestation du système lui-même. Notre action, notre militantisme, consistent à utiliser toutes les éventualités.

Nous ne pensons pas non plus qu'il est nécessaire d'établir un stade transitoire entre le capitalisme et les mesures économiques que nous avons décrites. L'installation d'un parti, ou d'une minorité, à la place des classes possédantes contemporaines, qui transformeraient graduellement l'Etat capitaliste en régime socialiste (voire communiste) est une impossibilité économique et sociologique : une économie de minorité crée une classe possédante, une caste remplacée par un groupe fait du groupe une caste.

Enfin, il ne nous paraît pas que la société actuelle, une fois prise en main et réorganisée, puisse amener à l'abondance, ni que la science puisse régler tous les problèmes. Ce serait là une vue mythique et artificielle.

C'est aujourd'hui, dans les rouages de la société où nous vivons, qu'il faut travailler, sans aucune compromission.

Israël RENOF.

TEMOIGNAGE SUR TROIS COLLECTIVITES ANARCHISTES EN ESPAGNE

Notre dernier numéro comportait une étude : « Information-Consommation » touchant directement la réalité. C'est dans le même esprit que nous publions l'étude qui suit. Nous devons nous efforcer de saisir les problèmes tant idéologiques que pratiques, sans mépriser l'éthique ; ce texte a l'avantage de souligner, de contraster ces points.

Après la publication de Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire (mars 1964), brochure qui complétait notre conférence Espagne Rouge et Noire (décembre 1964), nous pensons apporter un texte plus limité et plus précis. Il s'agit d'une interview d'un camarade espagnol préférant conserver l'anonymat, mais que ses amis reconnaîtront facilement.

Afin de suivre aisément le récit de notre camarade, voici quelques renseignements économiques sur les villages qui seront cités (tirés de Enciclopedia universal ilustrada Espasa-Calpe, 1920-1930).

Asco : province de Terragone, commune de 2.540 habitants selon le recensement de 1920, gare de chemin de fer.

Flix : province de Tarragone, à une dizaine de kilomètres d'Asco, habitants : 2.958 en 1910, 3.332 selon le recensement de 1920. Terres fertiles arrosées par l'Ebre : céréales, vin, fruits, légumes, huile, amandes, pommes de terre. Succursale de la banque de Reus, gare de chemin de fer. Usine de produits chimiques : Sociedad Electroquímica de Flix, une des plus importantes de Catalogne.

Du point de vue anarchiste, Asco et Flix faisaient partie de la C.N.T. et dépendaient de la Fédération cantonale de Alto y Bajo Priorato qui avait un total de 607 militants (chiffre publié dans « Solidaridad Obrera », 6-5-1936, page 3, délégations ayant pris part au Congrès de Saragosse).

Le syndicat des coiffeurs de Barcelone avait 838 militants (même source).

En ce qui concerne les autres témoignages pouvant exister sur les collectivités en question, selon Burnet Bolloten : La Revolution española (Mexico, 1962), il y aurait :

- *Syndicat des coiffeurs de Barcelone : « Solidaridad Obrera », 23-11-1938. - « Ultima Hora », 23-9-1936. - Aristide Lapeyre : « Le problème espagnol », page 22 (consulté). - « Collectivisations. L'œuvre constructive de la Révolution espagnole », page 139 à 147 (consulté, publié récemment dans « Espoir », ainsi que tout le livre. Adresse : A. Turmo, VI^e Union régionale C.N.T., Bourse du Travail, place Saint-Sernin, Toulouse (H.-G.).*
- *Asco : « Tierra y Libertad », Mexico, 25-1-1947.*

Enfin, il est nécessaire de préciser un certain nombre de détail biographiques concernant notre camarade :

- *Né à Asco où il passa son enfance.*
- *Il partit à Barcelone comme coiffeur. En juillet 1936 il était secrétaire du syndicat des coiffeurs de Barcelone et, à ce titre, participa à l'élaboration de la collectivisation de ce secteur.*
- *Volontaire au front en août 1936, il fut blessé et passa sa convalescence à Asco.*

— *Après la dissolution forcée de la collectivité (juin 1937), il alla à la collectivité de Flix où il demeura jusqu'à l'offensive fasciste (avril-mai 1938).*

Après le témoignage du camarade, on trouvera un questionnaire adressé à partir d'août 1936 aux syndicats de la C.N.T. de Catalogne avec la réponse du syndicat d'Asco.

Nous nous efforcerons de tirer quelques conclusions provisoire de ce témoignage (nous menons une étude plus générale qui n'est pas encore terminée).

I - La propagande avant le 18 juillet 1936 - Le 18 juillet 1936 à Barcelone

— *Il est intéressant de savoir si, avant le 18 juillet, il y eut une propagande ou une sorte d'éducation quant au communisme libertaire. Celui-ci avait déjà été approuvé par motion au Congrès de Saragosse, mais est-ce qu'à l'intérieur des syndicats on avait déjà prévu un schéma d'application ?*

— *A la suite des accords de Saragosse de mai 1936, l'Organisation se donna pour programme le communisme libertaire et ce fut le camarade Isaac Puente qui le programmatisa. Il est évident qu'à cette époque la C.N.T. en Espagne était très différente de ce que sont les organisations ouvrières actuellement en France. L'homme, le travailleur, avait une participation très active au syndicat, il y allait très régulièrement et le syndicat faisait office d'école d'éducation, non seulement par ce qu'il apprenait au militant, mais aussi par ce que le militant apprenait à son entourage : à son usine, parmi ses voisins, etc. On était arrivé à créer un climat psychologique favorable à l'établissement du communisme libertaire.*

Quand le 19 juillet arriva à Barcelone, si l'Organisation, la C.N.T., l'avait voulu, elle aurait pu constituer ou implanter le communisme libertaire. Tu sais sans doute que Companys, président de la Généralité de Catalogne, recevant une délégation de la C.N.T., lui offrit le pouvoir. Si, à ce moment, l'Organisation, au lieu de considérer qu'il y avait un problème urgent à régler : combattre le fascisme qui menaçait et qu'on avait besoin de tous pour s'opposer à lui, si au

contraire elle avait opté pour prendre intégralement ses responsabilités, elle aurait eu en Catalogne la possibilité d'instaurer son programme. Il avait été prévu antérieurement, et tout le monde le connaissait plus ou moins, avec des interprétations différentes.

Les camarades d'Asco, impulsés par la conception du communisme libertaire, le mirent en pratique. Ce fut plus tard qu'ils durent faire marche arrière, mais au début, à Asco, la collectivisation n'était pas autre chose que l'apport en commun de toutes les richesses de chacun et leur exploitation globale.

A Barcelone, cela ne s'est pas produit parce que, dès les premiers moments de la révolution, les différents secteurs ont été accaparés par la création du Comité des Milices, par exemple, qui fut leur première réalisation.

Cela signifie qu'il ne fut pas possible, entre autres choses, que les travailleurs se rendent maîtres de leurs lieux de travail : ils continuèrent de travailler dans les conditions d'avant. On collectivisa l'industrie, mais en réalité ce ne fut pas aussi important que ce l'aurait été si on avait mis en commun les réalisations des travailleurs. Il y eut seulement la mise en commun des apports du travail, chaque travailleur étant rétribué par un salaire fixe.

Le salaire était le même pour le manoeuvre et pour l'organisateur. Je me souviens qu'au syndicat des coiffeurs, le salaire était égal pour un camarade travaillant dans un salon et pour un autre qui était le responsable de la collectivité. Tous touchaient exactement la même chose, et je pense qu'à cette époque il y avait une égalité semblable dans les différentes collectivités de Barcelone.

La collectivisation ne fut pas intégrale à Barcelone parce que l'Organisation ne choisit pas de prendre ses responsabilités et de réaliser son programme à ce moment où, tout au moins en Catalogne, elle avait la possibilité de le faire.

— *La collectivité d'Asco fut l'œuvre quasi spontanée des camarades du village qui, connaissant le programme de Saragosse, voulurent le réaliser ?*

— Cela se comprend. Quand l'action révolutionnaire tourna en notre faveur, la réaction de ces camarades, et certainement d'autres, fut adapter aux réalités ce qu'avait été le programme. Et ils constituèrent, non la collectivité, mais déjà le communisme libertaire. C'est ce qui fut fait à Asco et certainement dans d'autres villages également.

— *Donc, à Flix on a suivi les indications du Comité régional ?*

— Sans aucun doute. A Flix, comme dans les autres villages de la région, les terres des habitants considérés comme fascistes furent confisquées. La plupart des militants cénétistes travaillaient à l'usine de produits chimiques et ils la collectivisèrent. Dans le même temps, la terre confisquée fut travaillée collectivement. Les camarades de l'industrie firent tout leur possible pour aider la collectivité agricole, certains quittèrent leur travail pour aller aux champs. L'usine fournissait des aliments pour l'élevage des bovins et des volailles dont les camarades disposaient moyennant échange de produits.

Par contre, les camarades d'Asco étaient en relation avec la Fédération cantonale. Tu sais qu'en Espagne, dans l'Organisation, le fédéralisme était impulsé dans sa plus large interprétation : le syndicat unique d'un village faisait partie de la Fédération cantonale, les différents syndicats de la commune y étaient rattachés, comme Flix, Moralnueva, etc. Parmi eux il y avait des camarades de l'industrie, mais ils avaient surtout une influence dans leur village. L'influence dominante dans le canton était celle des camarades agriculteurs (1), et ils n'étaient pas des nouveaux venus dans l'Organisation, mais des anciens.

Je me souviens que, lorsque j'eus les premières notions sur l'Organisation, en 1921, à Asco, le camarade animateur qui avait tout initié y vivait encore, c'était un petit propriétaire. Il y en avait beaucoup ainsi dans la région, leur mode de vie les rendait indépendants, ce que ne pouvait être un travailleur agricole qui dépendait de son salaire et d'un propriétaire.

A Vinebre et dans l'autres villages, j'ai connu de ces camarades qui n'avaient besoin de personne pour les faire vivre, ce qui permettait leurs activités de propagande.

— *Il y avait des foyers se propagande dans ces villages ?*

— Oui, et depuis pas mal de temps. Je te parle de 1921, et le camarade en question, Viarnés, était déjà vieux et militait depuis longtemps.

— *Voyons maintenant un point de détail. J'ai lu hier qu'en 1934, l'U.G.T., surtout en Castille, fit des expropriations qu'elle appelait aussi collectivisations. Ce terme n'apparaît pas dans la motion du Congrès de Saragosse : on n'y trouve que le mot « commune ». Pourquoi donc ce mot a-t-il changé ? Est-ce sous l'influence de l'U.G.T. ? Car en Andalousie, je crois, on employait le mot commune, on faisait une différence entre la « commune » réalisée dans cette région et la collectivité, disant que la commune était davantage communiste.*

— Oui, tu as raison à ce sujet. Le caractère collectiviste apparaît en Espagne avec Ricardo Mella. Ce camarade se disait collectiviste, pas communiste, c'est-à-dire qu'en Espagne, au siècle dernier, l'Organisation était anarchiste mais collectiviste, non d'après la formule : chacun selon ses possibilités et chacun ses besoins, mais : chacun selon son travail, son rendement, reçoit son produit. C'est cela le collectivisme.

Tu vois que le terme collectiviste, si on le considère sous cet aspect, est impropre. Les socialistes sont peut-être plus proches d'un collectiviste de cette nature. En Espagne, il y a une tradition collectiviste très ancienne. Joaquin Costa, en 1898, dans son livre *Colectivisme agrario*, signale que dans l'antiquité il y eut des cas de collaboration entre plusieurs villages : communauté des pâturages et de bien d'autres choses ayant un caractère collectif. Chacun possède sa propriété, mais il y en a d'autres qu'on appelle « communs » et qui appartiennent à la municipalité.

Je me souviens d'un village où je vécus quelque temps, où il y avait une partie de terrain qui s'appelait « les communaux » et où celui qui ne possédait rien pouvait, avec l'accord de la municipalité, aller exploiter une parcelle de terre.

En 1936, cette vieille tradition collectiviste a certainement impulsé les camarades de façon inconsciente, alors que beaucoup d'entre nous l'ignorions complètement.

Quant aux socialistes, en 1934, il y en avait une partie, en dernier lieu représentée par Largo Caballero, qui étaient de véritables socialistes et avaient une conception sur la transformation sociale de la terre, proche de ce caractère de collectivisation et non de communautés comme nous.

Nous aussi, au début, avec Mella, et du fait de la propagande de Kropotkine, Malato et d'autres, nous avons adopté d'une manière presque totale le communisme, mais ensuite, pour nous différencier des communistes, nous avons choisi le terme de communisme libertaire (2).

D'autre part, Malatesta eut aussi une grande influence par le volontarisme, dont les camarades ont été imprégnés.

— *Je voulais savoir, puisqu'en août apparaît le mot « collectivité » alors qu'en mai on employait celui de « commune », s'il y avait eu un changement ?*

— Je ne crois pas que ce fût raisonné. En certains endroits on aurait pu, et on aurait dû, adopter le terme de communauté, comme à Asco ; en d'autres cela ne s'est pas produit et on a réalisé simplement la communauté des terres des gros propriétaires. A Flix, il n'y avait pas encore de communauté, il s'agissait plutôt d'une collectivité adaptée aux circonstances politiques du moment, que l'Organisation avait faites siennes également.

Car, à mon avis, si à ce moment les camarades, surtout ceux de Barcelone (les camarades de Catalogne, puisqu'il y eut l'accord d'un plénum régional) avaient adopté le communisme, ils l'auraient instauré : ils en avaient la possibilité.

De plus, la psychologie du peuple de Barcelone, que j'ai connue à cette époque, était totalement favorable à l'adoption de nos thèses. Si celles-ci ne furent pas mises en pratique, c'est peut-être en raison d'une certaine peur, de la part des militants, de prendre la responsabilité de quelque chose qui était tombé du ciel, alors qu'on ne s'y attendait pas. Car les événements de juillet 1936 ne furent pas provoqués par nous, ils étaient une riposte à la provocation des militaires, des fascistes.

On avait élaboré un programme en mai, mais personne ne pouvait s'attendre à ce que, deux mois plus tard, on puisse entreprendre des réalisations pratiques. Antérieurement il y avait eu, à Barcelone et en Catalogne, différents mouvements comme celui du Haut Llobregat (3), les camarades les firent pour réaliser leurs idées. C'était alors différent : quand un camarade ou un individu se lance dans une chose de ce genre, c'est qu'il croit vraiment à une possibilité de succès. Chacun a rêvé plus ou moins qu'à la suite du coup de force, réalisé en commun, se trouverait réalisé ce qu'il souhaitait.

Mais juillet 1936 fut acte de défense. Nul ne pensait le samedi que nous puissions avoir le lendemain l'occasion de réaliser ce que nous voulions. Il est intéressant de le rappeler.

— *Vous, les camarades qui avez vécu cela, vous en avez une vision claire, mais nous, les jeunes ou ceux qui n'y furent pas, nous cherchons maintenant à nous rendre compte, et il y a beaucoup de choses, évidentes pour vous, qu'il est difficile de retrouver.*

— Le 19 juillet fut une révélation pour nous tous. Théoriquement, nous étions prêts à affronter l'adversaire à tout moment, car, en Espagne, la C.N.T. s'était opposée, depuis des années et des années, au pouvoir public qui était le soutien de la bourgeoisie. C'était là une tradition. Ce qui se produisit le 19 juillet prend un autre aspect : on adopte la pratique de collaboration, pourrait-on dire, avec la bourgeoisie.

La création de milices à Barcelone, l'entrée au gouvernement de la Généralité d'abord et ensuite au gouvernement de Madrid, placent le camarade de la base devant un fait auquel il n'était pas préparé. Les habitudes sont complètement opposées, et tu as là l'explication de ce qui se produit. A Asco, par exemple, les camarades étaient imbibés de ce qui, avant le 19 juillet, était la pratique de l'Organisation, et ne réussirent pas à faire ce mouvement d'écarter tout ce qui était considéré avant comme une chose à atteindre en soit et qu'une

fois dans les mains, il fallait abandonner pour retourner à une autre forme de coexistence contre laquelle nous, tous les camarades, étions opposés depuis des années. Nous étions impulsés par l'aspect révolutionnaire à la transformation, non seulement économique mais morale, de ce qui alors n'eut qu'un caractère économique. Car l'économique est ce qui se produit en premier lieu, le reste sera une conséquence de l'évolution et de l'éducation des peuples.

II - La criminalité pendant la révolution

Dans les collectivités, dans la première collectivité d'Asco par exemple, il y avait toutes les familles de ceux qui avaient été condamnés comme fascistes. Elles étaient soumises au même régime que tous les camarades et elles avaient exactement les mêmes droits. Elles devaient apporter leur participation au travail et pouvaient ensuite toucher ce dont elles avaient besoin, comme le faisaient les familles de n'importe quel camarade.

Dans Barcelone, où je vivais alors, et dans toute l'Espagne, il y a eu des événements que certains ont considéré comme criminels, mais qui, en réalité, furent des actes révolutionnaires.

— *En ce qui concerne la force qu'il a fallu employer pour instaurer le nouveau régime... ?*

La criminalité humaine, étrangère aux passions révolutionnaires, cessa d'exister parce que la moralité de l'homme, dans ce domaine, fut élevée. Il n'y avait pas de raison qu'un individu ait à voler un autre si, avec le peu qu'il possédait, il avait assez. Car, à cette époque, l'attrait pour les beaux vêtements et les distractions était, sinon inexistant, du moins très réduit.

Je me souviens qu'à Barcelone, ville industrielle et qui était à l'avant-garde de la mode, les gens avaient une tenue sommaire. Les autos qui circulaient appartenaient aux services qui avaient été créés et n'étaient pas personnelles. On n'avait donc pas à désirer de l'argent pour prendre une auto.

En somme, l'envie qu'a ordinairement un individu de posséder de l'argent pour acheter devint alors nulle ou très limitée pour tout ce qui est des dépenses superflues.

En tout cas, je n'ai pas connaissance qu'il se soit produit aucun acte d'expropriation ou aucun attentat à la vie d'autrui dans le but de s'emparer d'argent.

— *Tu es né à Asco ; quand ensuite tu es revenu en 1936 pour y vivre dans la collectivité, il n'y eut rien de volé ?*

— Non, pendant les cinq à sept mois où je fus à Asco, rien de cela n'est arrivé. Il y eut quelques cas de violence comme je te l'ai dit, mais du fait de la passion révolutionnaire.

III - La vie dans les collectivités

A Asco, on vivait dans une collectivité fondée sur le principe du communisme libertaire. En principe cette collectivité englobait tout le village ; plus tard, environ la moitié des participants en sortit parce que leurs intérêts personnels ou leur antipathie pour la révolution les y poussaient.

La collectivisation dura neuf mois. Voilà en quoi elle consistait : tous ceux qui le pouvaient travaillaient, mais il n'y avait pas de salaire. On allait chercher le nécessaire au magasin de la collectivité.

Je pense que, si la collectivité avait pu durer plus longtemps, nous aurions qui nous suivait par sympathie mais les militants eux-mêmes, n'étaient pas à dû changer de système. En effet les gens, non seulement la grande majorité la hauteur des circonstances.

— *Il y avait de l'égoïsme, de la jalousie des uns envers les autres ?*

— C'était simplement de l'égoïsme. L'homme, le militant, trace des projets, mais ensuite, dans la pratique, il lui est plus difficile de les suivre. On était dans une situation très difficile, aussi en général, quand il fallait aller chercher quelque chose tout le monde se précipitait, surtout les femmes. Finalement, l'économie n'aurait pas suffi à satisfaire tous les besoins. Les premiers mois tout alla bien, mais je suis sûr qu'il aurait fallu par la suite adopter de nouvelles modalités.

— *Quelles différences présentaient, par exemple, Asco et Flix ?*

— Asco était inférieur à Flix, tant en population qu'en militants, mais à Flix les camarades appliquèrent une conception plus adaptée aux réalités. Ils créèrent la collectivité agricole à côté de la collectivité de produits chimiques. A la différence d'Asco, le camarade qui était dans la collectivité touchait un salaire hebdomadaire correspondant à ce qui avait été stipulé pour les ouvriers de l'industrie.

Tu peux donc déjà voir la différence d'une collectivité à l'autre : le salaire était le point essentiel. A ce point de vue, la collectivité d'Asco avait un caractère plus avancé, tandis que celle de Flix se conformait davantage à ce que préconisait l'Organisation. Les collectivités industrielles de Barcelone étaient aussi de cette nature : chaque usine, ou en tout cas toute une branche, comme les coiffeurs de Barcelone, étaient collectivisées. Mais il y avait d'autres industries, par exemple celles de la teinturerie ou du textile, où les collectivités avaient pris forme seulement dans l'usine. Du fait de l'existence de collectivités dans les usines, il y avait des relations d'ensemble entre les unes et les autres et la possibilité de s'entraider en tant qu'organismes habilités. En somme, la forme des collectivités industrielles était très différente de celle des collectivités agraires, surtout de celles de l'Aragon, et Asco était limitrophe de l'Aragon.

— *Ce qui signifie qu'en interprétant dans les grandes lignes, elles avaient peut-être une sorte de gestion, mais qui se limitait au travail, les relations en dehors du travail restant totalement à part ?*

— Totalemment. Ce qui, pendant cette période, caractérisait le plus la collectivité, ou une collectivité par rapport à une autre, c'était le salaire perçu. Les collectivités de caractère idéologique impulsées, créées dans l'esprit du communisme libertaire, avaient pour base l'adhésion volontaire de l'individu en dehors de toute contrainte, et le droit de l'individu et de sa famille à recevoir ensuite de la communauté tout ce dont il avait besoin, selon les possibilités de celle-ci.

C'est cela qui distinguait des autres certaines collectivités. La réalité quotidienne était ainsi : dans les unes il n'y avait pas de monnaie d'échange, mais une caisse centrale alimentée par la vente de produits de la collectivité, si bien que, par exemple, une personne qui devait se déplacer pour aller à Barcelone passait par le Comité qui lui donnait l'argent nécessaire. Les autres fonctionnaient selon le système habituel, par paiement hebdomadaire d'un salaire égal.

A Flix, dans la collectivité agricole, qui était à ce point de vue semblable

à la collectivité industrielle, chaque camarade recevait son salaire, qui était égal pour l'ouvrier spécialisé comme pour le non-spécialisé. Par la suite, bien que le salaire fût fixé d'une manière générale pour tous, quand la pénurie vint en ce que produisait la collectivité, tel que lait, huile, légumes, tout ce que possédait cette collectivité était réparti, non pas également à tous, mais en fonction des besoins de chaque famille. Un couple recevait un litre d'huile, mais un autre ayant deux enfants en recevait deux. Sans que je puisse le préciser exactement, le principe de répartition était celui-là. Il fut adopté quand le ravitaillement devint plus difficile.

IV - L'attaque contre les collectivités

— *Comment se déroula l'assaut contre les collectivités ? Se fit-il par ordre du gouvernement ou sous la pression d'un parti ?*

— Les faits du mois de mai 1937 à Barcelone donnèrent la possibilité au gouvernement de Madrid d'envoyer une unité militaire en Catalogne. Ces troupes étaient commandées par un communiste, Lister, et n'ayant pas eu l'occasion d'intervenir à Barcelone, elles se dirigèrent vers l'Aragon où l'organisation sociale de la partie libérée avait adopté une forme proche de nos conceptions. Donc, ces forces militaires s'employèrent à détruire les collectivités qui se trouvaient sur leur route. Les partis politiques « Esquerra Republicana de Catalunya » et le « Partit Socialista Unificat » (voir plus loin) étaient tout à fait favorables à l'œuvre de destruction dirigée par Lister. Cela explique le climat hostile d'une partie de la population d'Asco, qui appuya la destruction de la collectivité de ce village. Cette partie était formée des petits propriétaires adhérents aux partis politiques déjà nommés.

— *Cette hostilité existait avant ?*

— Non, elle est née de la différence des conceptions. Une fois le fascisme exproprié avec les grands propriétaires et les riches, les amis de la C.N.T., les camarades, voulaient que toutes les choses et les biens en terres, animaux, etc., passent à la collectivité pour être exploités en commun. Tout le monde pouvait entrer à la collectivité et avoir une option sur le bien commun. Certains voulaient que les biens des fascistes, des riches, soient répartis entre les individus et leurs familles. Il n'y avait que cette divergence due aux interprétations différentes des uns et des autres, mais l'occasion de s'affronter de façon constructive ne s'est pas présentée. Par la suite, quand les troupes de Lister arrivèrent, quelques-uns des camarades qui étaient responsables de la collectivité optèrent pour le départ, abandonnant les lieux. D'autres restèrent, comme le camarade Radna, principal responsable et président de la collectivité, qui resta jusqu'à ce qu'il ait été arrêté. A ce moment, moi, qui me trouvais là en convalescence, j'eus à me charger de la collectivité, de ce qui en restait, mais cela dura tout au plus une semaine. On nous a rendu la vie impossible en reprenant, au nom de la municipalité, l'élevage avicole qui avait été créé par la collectivité et qui, auparavant, n'était à personne.

Il y avait alors une possibilité de contact entre les camarades cénétistes et leurs opposants. Je me rappelle que, les troupes étant encore là, il y eut une réunion des différents partis antifascistes avec la C.N.T. pour former la municipalité. (Tu sais que, pendant la guerre, la C.N.T. participait aux muni-

cipalités.) Mais cela n'eut pas de suite, fut étouffé après la première réunion à laquelle j'assistai. Quand je suis revenu à Asco après quelques jours d'absence, le terrain d'entente entre les deux côtés était déjà complètement détérioré.

— *Mais alors, après le passage de Lister à Asco, les choses restèrent telles quelles et il n'y eut pas d'essai de revenir au passé ?*

— Si, il y eut un essai, mais qui donna des résultats très éphémères. Au départ des troupes on reconstitua la collectivité, mais, la plupart des camarades n'étant plus là, ils étaient au front ou étaient partis parce que persécutés, ou encore se trouvaient en prison, beaucoup, comme moi, qui ne possédaient rien partirent. Au lieu de trois cent chargés de famille, il n'y en eut plus à la collectivité que trente-cinq ou quarante.

— *Et qui étaient-ils ?*

— Pour la plupart des camarades, ceux qui sympathisaient le plus avec nous. Mais l'esprit était différent. La première collectivité était basée d'abord sur les propriétés individuelles de chacun (car il n'y avait presque pas d'individu ne possédant pas de terre) et puis sur les terres et les biens expropriés. De plus, il y avait un usage en vigueur : celui qui avait une propriété trop petite pour ses possibilités de travail se mettait d'accord avec un propriétaire et, comme métayer, travaillait cette terre dont le produit était réparti par moitié entre eux deux. Lorsque fut créée la première collectivité, ces terres, qui appartenaient à ceux que l'on considérait au village comme fascistes ou excessivement riches, furent d'abord travaillées par la collectivité, et il s'agissait des meilleures. Mais au moment où fut faite la seconde collectivité, ces terres furent données, non au propriétaire, mais au métayer qui les travaillait avant, c'est-à-dire que la collectivité en garda quelques-unes, mais en perdit la majorité, ce qui changea beaucoup sa base économique. Elle avait moins de terres, mais aussi moins de matériel, parce que tous les outils, les écuries, etc., se trouvèrent dispersés. En résumé, la seconde collectivité, qui dura jusqu'à la retraite d'Aragon, ne fut que l'ombre de la première qui était basée sur le principe du communisme libertaire.

— *Et à Flix, que se passa-t-il ?*

— Les forces de Lister se dirigèrent vers l'Aragon. Asco est à la limite de l'Aragon et de la Catalogne et recevait donc l'élan idéologique de l'Aragon. En revanche, les autres collectivités, industrielles comme celles de Barcelone ou qui n'avaient pas la même portée idéologique que celle d'Asco par exemple, ne furent pas touchées. La collectivité de Flix, bien que ce village ne soit qu'à six kilomètres d'Asco, a été respectée.

— *En lisant et en essayant de me faire une idée générale, je me suis rendu compte que, dans certaines collectivités, surtout en Catalogne, au début la majorité des habitants adhéraient, mais qu'ensuite il y avait une rupture, particulièrement de la part des petits propriétaires ayant déjà une certaine aisance économique. Ils ont formé, presque tous, un syndicat de l'U.G.T. et, peu à peu, ce syndicat rassembla tous les mécontents de la collectivité.*

— Cela arriva en général en Catalogne et justement à Asco, où l'U.G.T. qui n'y avait jamais existé, s'est faite avec tous les adversaires de la C.N.T. A Barcelone aussi et surtout, l'U.G.T. qui, avant juillet 1936 était très réduite, est devenue un facteur considérable grâce aux mécontents et aux petits propriétaires.

Mais, à mon avis, il ne s'agissait pas de l'U.G.T. existant en Castille : organisation de base et ancienne, mais d'une organisation faite au moment où l'on a voulu grouper tous ceux qui étaient opposés aux créations de la C.N.T. C'est en réalité ce qui s'est passé.

— *Est-ce qu'il est arrivé la même chose à Flix ?*

— Non. Avant la guerre, à Flix la majorité des antifascistes étaient de la C.N.T. Je ne sais pas si à l'usine de produits chimiques, qui était l'essentiel de la vie économique du pays, il existait un syndicat U.G.T. Ce que je veux te dire est qu'ensuite, quand je suis venu vivre à Flix, la bonne entente régnait entre les différents partis antifascistes et la C.N.T. Je me souviens qu'à une certaine occasion, un technicien de l'usine, qui n'était pas de la C.N.T., est venu visiter le nouvel élevage de volailles.

C'est-à-dire que ce bon accord, qui n'a pas existé et n'aurait pas pu exister à Asco du fait des divergences de vues, était une chose normale à Flix. Jusqu'à la retraite d'Aragon, en avril-mai 1938, les secteurs antifascistes de Flix ont continué de se comporter comme au premier jour.

Il y a eu une différence totale entre Flix et Asco.

— *Alors, la collectivité, portée au point où elle fut à Asco, provoqua presque une rupture dans le village ?*

— Oui, c'est ce qui est arrivé à Asco. Au début, quand se produisit le soulèvement, les camarades de la C.N.T. furent pour la collectivisation intégrale du pays. Nous ne pourrions dire que ce fut par force, parce qu'on n'a pas employé la force : il y avait l'accord de tous. Mais certains entrèrent dans la collectivité sans se sentir collectivistes. Quand les partis politiques se formèrent en Catalogne (P.S.U.C., etc) (4), cette partie des habitants y adhéra et se retira de la collectivité en se conformant aux décisions du gouvernement de la Généralité de Catalogne qui laissaient la liberté d'appartenir ou non aux collectivités.

Mais ce ne fut pas seulement le fait de s'être retirés, en fin de compte à Asco cela ne s'est pas produit, mais ils auraient pu partir librement. Ceux qui se retirèrent optèrent pour une position hostile à la C.N.T. Il s'agissait justement de toute la classe moyenne, parce que les riches, comme je te l'ai dit, au début étaient tous dans la collectivité. Quand arriva le moment où les petits propriétaires se retirèrent, les riches, par peur ou je ne sais pourquoi, restèrent parce qu'ils y étaient bien considérés. Il n'y avait pas de différence entre une famille d'anciens propriétaires et la famille d'un camarade.

— *Et cela se passa aussi à Flix ?*

— Il ne se passa rien de semblable à Flix. L'usine fut collectivisée de la même façon qu'à Barcelone on collectivisa les industries et tous les ouvriers avec elles. Un ouvrier n'avait pas la possibilité de se retirer de la collectivité parce qu'elle était le moyen de travail : s'en retrancher aurait été renoncer à son travail. Par contre, la collectivité de Flix avait, dès le début, un caractère libre.

— *Quelques terres restèrent exactement comme avant ?*

— Les terres des fascistes furent celles que posséda la collectivité jusqu'au dernier moment, comme l'étable de soixante vaches qu'il y avait et qui appartenait à un homme qui avait été considéré comme fasciste. Les ouvriers qui y travaillaient avant étaient dans la collectivité.

— *Mais celui qui possédaient une propriété moyenne ne fut pas touché ?*

— Non. Je me souviens bien que j'ai assisté à une réunion du syndicat agricole de Flix et que le président était un camarade, petit propriétaire ayant des terres. La collectivité appartenait à ce syndicat afin d'exporter ses produits : olives, huile, etc., et de recevoir ce dont elle avait besoin.

— *Comment se réalisa la collectivisation des coiffeurs à Barcelone ?*

— A Barcelone, avant la guerre, le syndicat des coiffeurs groupait la plus grande partie des travailleurs de la profession dont le salaire était très inférieur, comparativement, à celui des ouvriers industriels. Quand les coiffeurs de Barcelone furent groupés en collectivité, non seulement les salaires s'améliorèrent et passèrent au niveau de celui des autres camarades, mais encore le nombre d'heures de travail fut réduit. A Barcelone, avant le 19 juillet, les coiffeurs venaient d'obtenir, grâce à leurs revendications, la journée de huit heures. Avec la collectivisation, l'horaire de travail tomba à six heures.

On voit là le côté constructif et la valeur de la collectivisation : alors qu'auparavant, dans la petite entreprise, chacun devait se débrouiller, les patrons étant comme les ouvriers des exploités, puisque les journées de travail étaient très longues et les salaires très petits, quand toute la ville fut collectivisée, les salaires des ouvriers augmentèrent. Avant, les patrons coiffeurs de Barcelone étaient des ouvriers comme les autres, puisqu'ils devaient travailler ; tous entrèrent dans la collectivité et ce furent des camarades de plus. La collectivisation leur permit d'être alors au même niveau que les ouvriers de Barcelone et, d'autre part, de réduire leurs heures de travail. Ces améliorations naquirent de la bonne organisation du travail collectif réalisé par la collectivité, et dont les patrons avaient toujours été incapables avant, du fait de leurs désaccords et de leurs intérêts particuliers.

C'est ainsi qu'un salon de coiffure qui se trouvait dans le quartier de Borne, les Halles de Barcelone, ouvrait désormais à six heures du matin et fermait bien avant huit heures du soir parce que l'affluence de la clientèle s'y faisait justement le matin.

— *On a dit qu'il y avait auparavant quelque 1.000 salons de coiffure et qu'ils tombèrent ensuite à 200 ou 250.*

— Il devait y en avoir près de 1.100, qui tombèrent à 235 (5).

— *Comment cela s'est-il fait : dans un quartier où il y en avait 10 ou 12, on les a réduits au chiffre nécessaire ?*

— On les a centralisés. Les coiffeurs et le matériel ont été regroupés dans des salons mieux placés et où les clients affluèrent. Au cours de mes visites et de mes séjours à Barcelone j'ai pu constater tout ce que je te dis.

— *Y eut-il des changements après mai 1937 ?*

— Non, tout a continué parce que les collectivités de Barcelone ne furent pas touchées le moins du monde par l'envahissement du pouvoir central et du pouvoir de la Généralité de Catalogne. Celles qui furent touchées ont été les collectivités agraires qui avaient été créées selon une forme semblable à celle des collectivités de l'Aragon.

(A suivre.)

(Traduit de l'espagnol.)

(1) Asco est un village essentiellement agricole. Le syndicat local faisait partie de la Fédération

KROPOTKINE GÉOGRAPHE

Un camarade nous a indiqué et fait traduire du russe un article sur Kropotkine, paru en 1961 dans le « Journal de l'Université de Moscou » (n° 1). Cet article, certes, remarquable par ses omissions volontaires, ne peut toutefois éviter de montrer combien Kropotkine fut dans le domaine scientifique un grand novateur. Il ne faut pas y chercher des précisions sur ses « activités révolutionnaires » ni sur ses quarante ans d'émigration qui se seraient passés — selon l'auteur de l'article — « à tenir brillamment le drapeau de la géographie nationale » (formule typiquement stalinienne qui aurait ahuri et bien fait rire Kropotkine).

Tel quel, ce texte nous semble néanmoins intéressant, ne serait-ce que par son côté « insolite ». Il peut constituer un complément à la brochure Pierre Kropotkine, fédéraliste, de Camille Berneri (« N. R. » n° 24, supplément).

Dates célèbres - P. A. Kropotkine
(40 anniversaire de sa mort).

Le 8 février 1961, il y aura quarante ans qu'est mort le célèbre savant géographe et explorateur russe, Pierre Alexeievitch Kropotkine.

P. A. Kropotkine est né le 27 novembre 1842 à Moscou. Il a fait ses études au Corps des Pages, et après les avoir terminées, décida de se consacrer à l'étude de la Sibérie.

De 1862 à 1867, il fut affecté comme officier auprès du général gouverneur de la région d'Irkoutsk. Il profita de ce séjour pour faire quelques expéditions dans la Sibérie orientale et en Mandchourie. Ainsi, en 1864, il entreprit d'étudier

« Comarcal » dans laquelle les paysans étaient la presque totalité. Flix, comme Mora-la-Nova, avait son syndicat industriel.

(2) L'ancienne « Federacion Obrera de la Region Espanola », c'est-à-dire la section espagnole de la Première Internationale, avec Ricardo Mella pour théoricien, avait adopté le collectivisme comme forme économique de la société post-révolutionnaire. Quand les livres de Kropotkine, Reclus et autres anarcho-communistes furent introduits dans la Péninsule, la C.N.T. adopta la forme communiste. Les camarades, pour distinguer leurs théories économiques de l'ensemble des conceptions politiques qui devaient recevoir le nom de communiste, adoptèrent le terme de communisme libertaire.

(3) Ce soulèvement eut lieu en janvier 1932.

(4) Le Parti Socialiste Unifié de Catalogne (P.S.U.C.) groupa les socialistes et les communistes catalans le 24 juillet 1936.

Dans N.R. n° 28 (p. 15), nous avons écrit que le P.O.U.M. se forma « vers 1932 ». En réalité, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste est la résultante du « Bloc Ouvrier et Paysan » de Maurin et de « Izquierda Comunista » de Nin, qui se réunirent fin 1935 en vue des élections de février 1936, où Maurin fut élu. Le parti devait avoir de 3 à 5.000 militants en juillet 1936, principalement catalans.

Certains poumistes étaient d'anciens trotskistes, mais Trotsky était opposé au P.O.U.M. : Nin et Andrade « sont devenus un simple appendice de la bourgeoisie de gauche » (New Militant, 15-2-1936, cité dans « La Batalla », n° 30, 5-5-1936) ; « ... (les communistes disent) ou on est stalinien ou on est trotskiste. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre. La preuve en est que les staliniens nous attaquent autant que les trotskistes, encore que ces derniers ne se soient jamais abaissés à employer le lexique des autres. » (« La Batalla », 24-12-1936.)

(5) Bolloten dit : 905 salons furent fermés et 212 restèrent, mais il n'indique pas ses sources. Lapeyre et « Collectivisations... » indiquent 900 salons fermés et 240 ouverts. Nous avons, le camarade et nous, décidé, de prendre comme base la plus sérieuse, celle de Papiol, secrétaire du syndicat à partir d'août 1936, qui indique dans « Collectivisations... » (pages 144-146) les chiffres que nous citons.

Dans notre prochain numéro, nous publierons la fin de ce témoignage qui comportera un texte des collectivistes d'Asco en septembre 1936 et nos conclusions sur les exemples cités.

Nous invitons les camarades ayant participé à des expériences semblables à les décrire afin de réunir le plus grand nombre de matériel.

les régions de Mandchourie du Nord et découvrit un groupe de volcans éteints de l'époque tertiaire sur les sommets de l'Ithouri Aline. Il fit les premières recherches scientifiques sur l'Amour, le Soungari et dans les montagnes du Grand Khingan, permettant ainsi de supprimer les « espaces blancs » qui persistaient sur les cartes jusqu'à cette époque.

Dès le début de 1865, Kropotkine s'intéressa surtout à la question de l'étendue des dépôts glaciaires de la région d'Irkoutsk. En mai 1865, il partit en nouvelle expédition dans le Saïan oriental ; les résultats de cette expédition furent publiés dans les Annales de la Société des Géographes russes, département de Sibérie (1867). Mais l'expédition la plus intéressante du point de vue scientifique fut celle de l'Olekma-Vitim, en 1866, au cours de laquelle Kropotkine découvrit les plateaux de la Patom et du Vitim, ainsi que quelques massifs inconnus jusqu'alors.

En rapport avec ces découvertes, il définit de nouvelles conceptions de l'orographie de l'Asie orientale, et du Continent asiatique en général (les résultats de cette expédition sont exposés dans son étude *Orographie de la Sibérie orientale*, 1875). Pendant ses voyages en Transbaïkalie, Kropotkine fut le premier à découvrir qu'il n'y a aucune trace de la mer primitive sur les plateaux de la Patom (1). Cela l'amena à penser que le Continent asiatique a été formé autour du plus ancien des massifs primaires. Kropotkine prouva que la conception d'Alexandre de Humboldt qui était en vigueur à l'époque selon laquelle les massifs montagneux asiatiques avaient la direction Est-Ouest — conception basée sur les cartes chinoises anciennes et nouvelles — ne correspondait pas à la réalité. Il remarqua que les massifs de Sibérie orientale ne possédaient pas une direction bien déterminée, et présentaient plutôt des plateaux allongés que les érosions avaient découpés en massifs en dôme.

Il faut souligner que le travail de Kropotkine ne fut pas seulement orographique et descriptif, il utilisa les matériaux de ses observations pour faire un tableau plus large du développement du relief de toute la Sibérie orientale. Pendant ses expéditions en Sibérie orientale, Kropotkine étudia avec attention de nombreuses vallées qui le menèrent à conclure l'importance de l'action de l'eau des rivières. Cette conception était aussi assez neuve pour l'époque, car jusqu'à la moitié du siècle dernier, l'opinion prédominante accordait le plus de place au plissement des terrains.

Les recherches de Kropotkine sur la période glaciaire sont beaucoup plus connues que ses études sur la Sibérie. Déjà, dans son rapport sur l'expédition Olekma-Vitim, Kropotkine écrivait :

« Dans les époques préhistoriques, une partie importante de la surface du globe était recouverte d'épaisses couches de glace, qui, en descendant du Nord vers le Sud, et des montagnes vers la plaine, ont dénudé et écrasé les rochers et les falaises, polissant leurs morceaux, les transformant en moraines. »

Les autorités en géologie de l'époque considéraient cette théorie comme fausse, et Kropotkine se mit à réunir des matériaux pour la soutenir. Dans ce but, il alla en 1871 en Finlande et en Suède, en étudiant les traces de l'époque glaciaire. Il put ainsi rassembler de nombreux matériaux confirmant la justesse de ses vues, et qu'il exposa dans l'étude classique *Recherches sur la période glaciaire* (1876).

A partir d'observations dans des pays comme les Alpes et l'Ecosse du Nord, il y avait eu des conclusions semblables, même avant celles de Kropotkine — les mérites de notre célèbre géographe et géologue sont d'avoir envisagé

l'époque glaciaire sur des étendues beaucoup plus grandes, et même dans les plaines.

La théorie de Kropotkine sur l'époque glaciaire a une influence déterminante sur ses contemporains. Cela s'est surtout remarqué chez les savants russes qui sont rapidement devenus les défenseurs de cette théorie. Son travail marqua une époque dans la compréhension de la paléo-géographie de l'ère quaternaire.

A partir de 1870, Kropotkine participa activement à la vie de la Société de Géographie. Il était secrétaire du département de Géographie physique et participa à tous ses travaux. Il fit le rapport de la commission pour la préparation de l'Expédition vers les mers nordiques (1871), dans lequel et soutient et développe davantage l'hypothèse de Schilling sur l'existence de terres au Nord de la Nouvelle Zemble. Kropotkine se basait sur « l'immobilité des masses de glace au Nord-Ouest de la Nouvelle Zemble, l'existence de pierres et de boues dans les banquises qui descendaient du Nord. De plus, si cette terre n'existait pas, le courant froid du détroit de Behring au Groenland, qui n'est pas très important, arriverait obligatoirement jusqu'au cap Nord et couvrirait de glace la presqu'île de Kola — phénomène analogue à ce que nous voyons dans l'extrême Nord du Groenland ».

Le gouvernement du tsar ne prit pas en considération ce rapport et refusa les fonds nécessaires à l'organisation de l'expédition qui devait étudier cette hypothèse. Kropotkine avait pourtant raison, car en 1873, l'expédition autrichienne de Payer et Weyprecht découvrit ce qu'elle appela « Terre François-Joseph ».

Kropotkine fut arrêté en 1874 pour activité révolutionnaire et, à la demande personnelle du tsar, enfermé dans la forteresse Pierre et Paul. En 1876, il réussit à organiser sa célèbre évasion, et partit à l'étranger où il continua son activité révolutionnaire et ses travaux géographiques.

En émigration, Kropotkine a brillamment tenu le drapeau de la géographie nationale, et publié une série d'études géographiques des différents territoires de la Russie. Il a participé à la rédaction du célèbre travail d'Elisée Reclus « La nouvelle Géographie universelle ». Il écrivit également de nombreuses études pour l'Encyclopédie britannique sur la géographie.

Il revint d'émigration après la Révolution d'Octobre, et passa les dernières années de sa vie à Dmitrov, près de Moscou. Il a publié une esquisse de la géologie de la région de Dmitrov.

Les travaux de Kropotkine ont joué un rôle important dans le développement de la géographie, surtout de la géomorphologie et paléogéographie. Il comprenait la géographie d'une manière très large, en la considérant comme « le trait d'union des sciences naturelles, ce qui est particulièrement important dans les études sur la nature où il faut chercher non des phénomènes isolés, mais des groupes de phénomènes qui sont liés entre eux en complexes ».

« Kropotkine — a écrit L. C. Berg —, par son esprit brillant, ses capacités d'observation de la nature, ses possibilités de synthèse, sa soif de science, la noblesse de son caractère, représente sans aucun doute une personnalité géniale qui a quelque chose de semblable à celle d'un autre grand homme russe, L. N. Tolstoï. »

Ya. F. Antochko.

(1) C'est dans cette région qu'une petite ville a reçu depuis la révolution le nom de Kropotkine. (N.D.L.R.)

ANARCHISME

|||||

Nous avons publié dans notre numéro 24 (mai 1963) « L'anarchisme et le droit » d'Alexeï Borovoi, un chapitre de son livre Anarchisme (publié à Moscou en 1918). Nous donnons ici la traduction de l'avant-propos de ce livre. Nous espérons pouvoir poursuivre cette traduction et avoir la possibilité de la publier intégralement, car A. Borovoi présente un intérêt considérable pour nous, par sa formation idéologique, son érudition, l'originalité de ses vues.

Les quelques pages ci-dessous exigent un certain nombre de remarques et, prises isolément, elles risquent de donner une vision incomplète. Pour nous, la valeur de ces vues se situe sur deux plans : d'abord, dans la critique et le dépassement du marxisme qui essayait, déjà, à l'époque, de paralyser les efforts créateurs du peuple en imposant ses dogmes, ceux du parti unique, de la nécessité de la dictature, de la centralisation, etc. ; et en même temps, en critiquant certains aspects de l'anarchisme lui-même qui n'arrivait pas à se dégager de quelques faiblesses et quelques contradictions qui, en dehors même des autres facteurs, diminuaient ses possibilités éducatives de libération.

Quelques mots sur Borovoi lui-même (l'A.I.T. a publié une brève biographie dans son numéro de mai 1962) : quelques mois après la publication de ce livre, il perdait sa chaire de professeur à la Faculté des Sciences économiques de Moscou, puis il fut mis en résidence surveillée, avant d'être envoyé en camp de concentration où il mourut une dizaine d'années plus tard.

« Ma liberté est dans la liberté
et dans la joie des autres. »

A. BOROVOI.

AVANT-PROPOS

Ce livre paraîtra hérétique à beaucoup d'anarchistes, en particulier parce qu'il est écrit par un anarchiste convaincu et éprouvé. Ou peut-être, au contraire, l'esprit hérétique de l'auteur sera-t-il, aux yeux de quelques-uns, le meilleur témoignage de sa fidélité à l'anarchisme.

L'anarchisme actuel représente encore, selon l'expression de Jean Grave, un « chaos d'idées » — et ce n'est donc pas par hasard que des conceptions différentes donnent lieu, très souvent, à des discussions. Car dans l'anarchisme se confondent des conceptions très variées, très contradictoires, opposées même l'une à l'autre.

Comment accorder le communisme d'un Kropotkine et le mutualisme d'un Proudhon ? Qu'y a-t-il de commun entre Tucker et Grave ? entre Most et Bruno Will ? Et si l'on considère comme anarchistes un Stirner, un Nietzsche, un Guillot, un Toïstoï ?

Nous connaissons bien ce ton de profond mépris qui se manifeste chaque fois dans les rapports entre l'anarchisme « communiste » et l'anarchisme « individualiste » — considéré comme anarchisme « amorphe ». Ou bien au contraire les individualistes refusant le nom même d'anarchisme-communisme, ne voyant en lui qu'une sorte de socialisme.

Ce livre étudie principalement les caractéristiques générales de l'anarchisme

« traditionnel », en reexaminant ses positions fondamentales. Je tente de comprendre par ces termes le courant prédominant actuel de l'anarchisme-communisme, qui se réclame avant tout de Bakounine, Kropotkine, Grave, Malatesta et quelques autres. Il semble qu'il y ait, en fait, dans cet « anarchisme traditionnel », deux courants autonomes. A côté du « vieil anarchisme » (qu'on peut appeler bakouniniste dans ce sens qu'il croit encore fermement au « dogme » anarchiste et voit surtout dans l'anarchisme la force de destruction, négligeant l'organisation, et la discipline de l'organisation), se dessine un nouvel anarchisme que quelques-uns appellent un peu péjorativement « révisionniste » — et qui met avant tout l'accent sur la création révolutionnaire, sur le réveil de la conscience des masses qui appelle à une organisation « à la base », en modérant la force spontanée des masses par une activité organisée de classe.

Cette différenciation en deux courants nous paraît cependant encore incomplète et provisoire. Les vieux anarchistes — surtout Bakounine — aiment aussi à parler de la création des « masses » ; de leur côté, les nouveaux anarchistes ne refusent pas, et ne peuvent pas refuser le rôle de la minorité dans les initiatives. Leur différence se situe principalement sur le plan des méthodes anarchistes. Les problèmes fondamentaux sont à peu près les mêmes : la recherche des meilleurs rapports entre l'individu et la société, la nécessité en même temps d'accepter un idéal et d'avoir une attitude quotidienne restreinte par des compromis. Mais l'anarchisme « traditionnel » présente les « dogmes » comme obligatoires pour tous, et n'accepte aucune critique de base — tandis que l'anarchisme « nouveau » refuse de voir un dogme dans les principes anarchistes.

Je pense que ce dogme mort représente le plus terrible ennemi de l'anarchisme, qui le ronge de l'intérieur, qui le pousse à des contradictions, qui le mène à des unions plus que douteuses. L'esprit de polémique de ce livre est principalement dirigé contre ce dogme, contre ses sources sociales et philosophiques.

Le travail critique que l'anarchisme a accompli est énorme. Il a renversé tous les points de départ de la philosophie sociale officielle et non officielle. Il est le premier à avoir déployé dans un tableau d'une puissance éclatante la force et la richesse de la nature humaine. Le développement sans limite de l'esprit humain libéré de toutes les barrières extérieures, de toutes les conditions artificielles : tel a été le programme qu'il a inscrit sur son drapeau.

Mais le contraste est encore plus grand entre cette tâche grandiose en tant que but, et les moyens misérables par lesquels il envisage de mettre ce programme en pratique. Les anarchistes s'appellent eux-mêmes des évolutionnistes, mais ils rêvent d'un système *parfait* qui se réaliserait du jour au lendemain. Leurs constructions économiques, tout en montrant un souci de sérieux, aboutissent constamment au vieux schéma utopique.

Ces critiques que j'ai déjà formulées auparavant (1) dans leurs lignes essentielles, me semblent aujourd'hui toujours valables. L'anarchisme doit trouver en lui-même suffisamment de courage, en face de ses amis et de ses ennemis, pour avouer ses propres faiblesses. L'anarchisme est une conception du monde d'une telle force et d'une telle vitalité qu'il résistera à toutes les critiques et ne doit pas les craindre. L'illusion la plus douce, la plus élevée, perd sinon ses charmes du moins son pouvoir de conviction si elle est considérée comme mensongère. Et si nous sentons qu'une illusion nous donne, même pour un instant, un mirage de liberté, mais qu'elle mène en réalité à l'esclavage, nous, anarchistes, nous devons alors avoir le courage de refuser cette illusion,

même si elle est nouvelle et prometteuse. Nous la dépasserons en nous comme un cri de la vie, un appel à la liberté.

Ce livre actuel a été écrit dans des conditions particulièrement défavorables : il n'est qu'une introduction à un autre travail (2), plus approfondi et peut-être plus général. Il est l'expression sous forme plus simple de mes réflexions pendant de longues années sur la nature de l'anarchisme.

Le chemin que j'ai parcouru n'est ni simple, ni égal ; je l'ai suivi seul, sans collaborateurs dont j'ai eu peur, car certaines exigences sont si intimes qu'il faut être vraiment seul. Il en est résulté sûrement beaucoup d'erreurs dans mon travail, mais mon attachement à l'anarchisme se place plus haut que toute ambition personnelle et vaine. Le point de départ de mes préoccupations anarchistes a été la conception de l'« individualisme absolu » ; c'était la période de l'hymne à « l'homme qui se satisfait lui-même », c'était une négation du « social » (3). Mais j'ai bientôt senti sa vanité : amener le fondement sociologique là où l'on supprime précisément l'élément « social », c'est-à-dire élever un édifice stirnérien sur des bases marxistes.

L'étape suivante de mon « développement » anarchiste se trouve liée organiquement à cette conception ; c'était l'apothéose de la « volonté », du courage « révolutionnaire », comme but en soi (4). A commencé ensuite, chez moi comme chez beaucoup d'autres, l'époque du dépassement du marxisme. J'ai fait au début la connaissance théorique du syndicalisme révolutionnaire, suivi d'un contact direct avec ce mouvement pendant mon émigration (1911-1913) (5) ; cela a fait hésiter mon « marxisme » malgré les efforts « néo-marxistes » qui voulaient sauver la position « sacrée » à leurs yeux du matérialisme historique.

Entraîné par Bergson et occupé par les différentes formes pratiques des mouvements issus du rationalisme (dépassé lui aussi), mouvements qui étaient d'une grande actualité au début du XX^e siècle — je suis arrivé enfin à la conception anarchistes dont ce livre donnera un bref aperçu, en essayant d'être libre de tous fétiches, et aussi éloigné de ceux qui révèrent « l'Évangile du Christ » que de ceux qui révèrent le « Capital » de Marx. L'adoration marxiste du progrès des forces productrices, comme les douces chansons des « narod-nitchestvo » (populistes) me son étrangères. Ni les « masses », ni le « peuple », ni le « prolétariat », ni la « classe » ne me semblent absolus ; ce ne sont que des formes dans lesquelles peuvent habiter différents degrés d'une conscience éthique. On peut voir en elles l'expression de l'esprit anarchiste, ou de l'esprit de la réaction.

Le despotisme peut prendre différents visages — le visage de l'absolutisme monarchique ou celui de la dictature du prolétariat ; il peut juger ses ennemis soit dans des tribunaux militaires spéciaux, soit dans des tribunaux dits révolutionnaires ; il peut utiliser pour imposer sa volonté des gendarmes payés ou la garde volontaire — l'anarchisme doit toujours lutter contre le despotisme ; anarchisme et despotisme sont incompatibles.

Comme base à la conception anarchiste, un peut poser un principe : le développement illimité de l'homme et l'élargissement illimité de son idéal. L'anarchisme ne connaît pas et ne peut connaître le type de « régime parfait » qui répondrait à toutes les questions de l'homme, qui satisferait à tous ses besoins — régime dont tous les utopistes ont rêvé et auquel ils continuent de rêver. L'essence de l'anarchisme est dans l'éternelle inquiétude, l'éternelle négation, l'éternel vouloir. La liberté et la justice en dépendent. L'apaisement est

la mort de l'anarchisme, son élévation même temporaire et relative à un degré absolu.

Enfin, pour l'anarchisme, il n'y a pas, et il n'y aura jamais (et quelles que soient les conditions) de réalisation d'une harmonie complète et absolue entre les principes individuels et les principes de la société. Leur antinomie est inéluctable ; mais elle est en même temps un stimulant constant du développement ininterrompu et du perfectionnement de l'individu, en refusant tout « finalisme » et tout « déterminisme » de l'idéal social.

Ce livre présente une manière de rompre avec le rationalisme de l'« anarchisme traditionnel » ; celui-ci, avec ses meilleurs représentants (en éliminant leurs contradictions personnelles), n'est qu'une construction rationaliste (la théorie anarchiste), dont on a tiré des conclusions romantiques (sa tactique). Pour moi, l'anarchisme est une théorie romantique qui refuse « la science », « le classicisme » ; mais sa tactique doit par contre être réaliste. Par romantisme, je comprends uniquement la victoire de la volonté, du sentiment, sur « la raison », sur les « conceptions » abstraites avec leur automatisme ; c'est le triomphe de la personne humaine vivante, concrète, particulière.

Une attitude de refus des dogmes, un esprit hardi et créateur qui ne connaît pas de limites, un amour également sans limites de la liberté, une maîtrise de soi dans le choix des moyens, tels devraient être les principes de l'anarchisme tel que je le conçois.

A. BOROVOÏ.

(Janvier 1918)

(Traduit du russe)

(1) Dans de nombreuses publications, livres, conférences, etc. Entre autres : — La décadence du rationalisme en France — Le syndicalisme révolutionnaire et la philosophie de Bergson — L'anarchisme comme une création libre — 3 conférences faites à Paris — La création révolutionnaire et le Parlement — Le syndicalisme révolutionnaire — La classe et le parti.

(2) Ce « travail » plus approfondi n'a pas pu être publié, et peut-être même pas rédigé entièrement.

(3) Dans son travail : « L'idéal social de l'humanité contemporaine ».

(4) Dans « La conception révolutionnaire du monde ».

(5) Il s'agit de son séjour en France.

NOTES DE LECTURE.

LOS ANARQUISTAS EN LA CRISIS POLITICA ESPANOLA

por José Peirats

Editorial Alfa. Buenos Aires, 1964.

Distribué en Europe par

Ruedo Ibérico (403 pages).

Peirats, après son livre *La C.N.T. en la revolución española*, de 1952 et 1953, en trois tomes (373, 394 et 391 pages), publie donc un livre qui, comme on pouvait s'y attendre, est un résumé, une synthèse beaucoup plus maniable et claire que son ouvrage précédent. Les citations de plusieurs pages sont réduites à l'essentiel, le livre est plus pensé et gagne d'autant à la lecture.

Remarquons, avant d'analyser plus en détail, qu'il s'agit du texte espagnol d'articles écrits à la demande de Giovanna Berneri et traduits par elle dans la revue « Volontà » en 1961-début 1962. L'ensemble fut ensuite édité en livre en 1962

par « Edizioni R. L. Genova », sous le titre *Breve Storia del Sindicalismo libertario Spagnolo*. Le texte espagnol de 1964 a quatre chapitres de plus qui expliquent plus longuement l'origine de la C.N.T., mais les vingt et un chapitres qui décrivent la guerre sont rigoureusement identiques, sauf quelques phrases ajoutées par Peirats pour l'édition de 1964.

Le livre est incontestablement réussi, en ce sens qu'il donne sous une forme condensée non seulement une histoire de l'anarchisme espagnol pendant la guerre civile, mais encore parce qu'il présente son complément indispensable, à savoir l'attitude du gouvernement républicain et du parti communiste. Les collectivisations (1), la collaboration ministérielle de la C.N.T., les journées de mai, la crise du mouvement libertaire sont tous les angles. Cependant, l'ouvrage pêche par une grave insuffisance : Peirats discute, critique, justifie les événements, il se place entre le lecteur et la réalité, il interprète et montre du doigt le bien et le mal.

Assurément, l'objectivité totale est impossible en histoire : Broué et Témime l'ont dit justement dans l'introduction de *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, et Pierre Vilar l'a montré de façon magistrale dans l'introduction de sa thèse : « Brenan, dont la sympathie pour les anarchistes est grande, finit par leur faire autant de mal que de bien dans son *Labyrinthe espagnol*, tellement ses interprétations sont imbriquées dans sa relation. Vernon Richards également tombe dans cet excès avec son livre *Leçons de la Guerre d'Espagne* (2).

L'historien anarchiste, car seul un anarchiste s'intéresse, de nos jours, à l'anarchie, doit s'effacer, ou quand il ne le peut pas, bien séparer sa pensée du contexte. Ainsi faisait Max Nettlau. On peut objecter qu'un anarchiste ne peut rester indifférent, d'autant plus s'il a été un participant, comme Peirats, à des problèmes tels que la collaboration ou la militarisation. Bien sûr, mais ce que nous voulons dire est qu'il ne faut pas personnaliser l'exposé ; des milliers d'anarchistes ont vécu, ont pensé ces événements. En 1962, Peirats écrit que : « A la distance de plus de vingt ans, je crois que nous, qui fûmes à tout moment opposés à la thèse gouvernementaliste, nous n'aurions pas pu donner aux problèmes posés d'autre solution de rechange qu'un visage stoïque ou de Numantain » (pages 216-217 en espagnol, 92 en italien : allusion au siège de Numante par les Romains ; voir la pièce de Cervantès). En 1952, son ton n'était pas le même, par exemple (tome I, pages 270-271) : « Attribuer le « chaos » naturel des premiers mois à l'incapacité du Peuple est une exagération sans fondement. » « Le pouvoir central n'a-t-il pas fermé à double tour tout envoi possible d'armes aux fronts qui échappaient à son contrôle ? Est-ce que ce n'est pas le gouvernement qui fut le premier à évacuer Madrid et à offrir au fascisme l'usine de munitions de Tolède ? »

Le vrai travail de l'historien anarchiste doit consister à retrouver le dialogue entre partisans et adversaires de la collaboration et non à se substituer aux uns ou aux autres.

Ainsi, la « dictature bourgeoise ou dictature anarchiste » de Garcia Oliver, qui repousse l'un et l'autre terme de l'alternative pour entrer au gouvernement, est contrebalancé par le « ni dictature bourgeoise, ni dictature anarchiste, alliance à la base et contrôle de l'économie », de Prudhommeaux. « Nous renonçons à tout sauf à la victoire », phrase de Durruti employée après sa mort pour justifier les décisions du Comité national de la C.N.T., s'oppose à l'article du « Réveil » de Luigi Bertoni, qui démontre que Durruti n'a pas dit cette phrase. La lecture

de la presse anarchiste espagnole de la guerre montre que, dès décembre 1936, toute la suite avait été prévue : décomposition du mouvement anarchiste, bureaucratisation du régime et affaiblissement des conquêtes populaires, affrontement avec le parti communiste (prévu et annoncé par tous, anarchistes, communistes et neutres).

La tâche la plus urgente n'est pas cependant de reconstituer la trame de la réalité (dans la mesure du possible), mais bien, avant tout, d'étudier les collectivités. Leur étude méthodique est encore à faire, dit Peirats ; les livres de Souchy et Leval, les seuls qui existent sur le sujet (sans compter les nombreuses brochures) sont insuffisants, trop anecdotiques. Il nous faut donc aller plus loin dans cette voie.

Les camarades qui possèdent des archives, des documents sur le sujet devraient les signaler afin que nous puissions en faire des photocopies ou des microfilms. Les témoignages seraient également bien accueillis. D'ici un an nous pensons être en mesure de fournir aux camarades un travail assez élaboré sur la collectivisation.

(1) « L'étude méthodique des collectivités est encore à faire », p. 171, ce qui rejoint ce que Vernon Richard a écrit (voir « Collectivités Anarchistes en Espagne Révolutionnaire », p. 31, édité par Noir et Rouge).

(2) Non encore publié en français (nous nous proposons d'en publier la traduction suivie de nos commentaires).

LA CATALOGNE DANS L'ESPAGNE MODERNE

Paris 1962

La revue en langue catalane « Serra d'Or », éditée par le monastère de Montserrat, dont le directeur s'est distingué dernièrement par ses déclarations « libérales » au « Monde », publiée dans son numéro 12 (décembre 1964) une critique de « L'anarchisme » d'Henri Arvon. A la traduction en catalan du livre que nous connaissons (collection « Que sais-je ? ») a été ajouté un historique du mouvement anarchiste en Catalogne, par Casimiro Martí.

Cet auteur, un jésuite, est l'intellectuel chargé par le gouvernement franquiste d'étudier l'anarchisme espagnol. L'ouvrage, qu'il a fait paraître sur le sujet en 1959, a été commenté dans « N. R. », numéro 27 (juin 1964).

Ce sont donc les catholiques, dits libéraux, qui étudient l'anarchisme en Espagne. Leur tactique est, au prix d'une objectivité qui ne résiste pas à l'analyse, de démontrer que la classe ouvrière espagnole est naturellement réformiste et que son « révolutionnarisme » est une importation étrangère. L'article qui suit montre surtout le côté objectif. On remarquera la conclusion au passé que, bien entendu, nous ne partageons absolument pas, les Sabater, Capdevila, Delgado et Granados le prouvant amplement.

« Avec la publication de *L'anarchisme* d'Henri Arvon, un nouveau livre, assez intéressant, s'ajoute à la bibliographie étrangère existant en langue catalane sur des thèmes politiques. Le volume comprend deux parties : la première est la traduction de l'ouvrage d'Henri Arvon qui fut publié en 1951 dans la collection « Que sais-je ? », la seconde, par Casimiro Martí, étudie l'anarchisme dans le mouvement ouvrier en Catalogne.

Henri Arvon qui, à travers ce livre, témoigne de visibles sympathies pour un socialisme étatique et partiel, commence par définir l'anarchisme comme un phénomène historique et se limitera à étudier ce « mouvement du XIX^e siècle

qui, débordant de quelques années sur les siècles voisins, s'étend grosso modo de la Révolution française à la première guerre mondiale » (page 10). Il commence par exposer, plus ou moins sommairement, les sources historiques de l'anarchisme et, de là, les sources philosophiques : « l'individualisme rationaliste français d'une part et l'idéalisme absolu allemand d'autre part » (page 21). Il présente ensuite cinq théoriciens de l'anarchisme : William Godwin, Max Stirner, Proudhon (quelques lignes de C. Marti expliquent les relations de celui-ci avec notre Pi y Margall), Bakounine et Tolstoï. Cette sélection discutable est défendue par l'auteur comme étant la meilleure présentation des théoriciens les plus originaux de l'anarchisme. Dans un tel choix, on peut dénoter une sous-estimation des philosophes d'action » (Proudhon et Bakounine, seuls cités) au profit des philosophes « purs ». Peut-être aurions-nous opté de préférence, afin de ne pas trop séparer les théoriciens et l'activité révolutionnaire, pour l'analyse de ceux qui ont eu la plus grande influence : Reclus, Grave, Kropotkine, Malatesta, Sorel, etc. Malgré tout, admettant le critère de sélection d'Arvon, nous jugeons très discutable l'inclusion de l'utilitariste Godwin et peut-être aussi celle d'un Tolstoï torturé et religieux dans les théoriciens de l'anarchisme. L'auteur analyse ensuite les conceptions philosophiques, sociales et morales de l'anarchisme, et termine par une brève référence au « mouvement » syndical libertaire, dont les jalons essentiels sont, d'après Arvon, la première Internationale, la propagande par le fait et le syndicalisme révolutionnaire. L'oubli des dernières ramifications des groupes anarchistes et l'acceptation de l'ordre constitutionnel bourgeois est réparé par C. Marti qui traite de ce point dans son étude se rapportant à la Catalogne.

Le livre, malgré une présentation d'apparence objective, contient plusieurs jugements de valeur qui défigurent peut-être un peu la pensée politique et l'action des anarchistes. D'autre part, il ne fait ni l'analyse ni l'interprétation des causes de l'anarchisme et de ses tactiques : il se limite à affirmer que ce mouvement appartient à l'époque de gestation de la lutte ouvrière.

La seconde partie du volume est constitué par l'étude de C. Marti sur l'histoire de l'anarchisme en Catalogne depuis 1840 — date de la première association ouvrière légale — jusqu'à nos jours. La synthèse est assez intéressante pour captiver tout lecteur désireux de se faire une idée succincte des faits, bien qu'il y manque peut-être l'interprétation des événements. L'action des anarchistes dans l'élaboration de la révolution et la conduite de la guerre est peut-être trop négligée, et on a oublié le rôle important que tint, dans l'évolution de leur doctrine, l'entrée à la Généralité de conseillers de la C.N.T., et surtout celle de membres de la F.A.I. au gouvernement Caballero (García Oliver et Federica Montseny). De plus, il nous semble superficiel de dire que l'abstentionnisme électoral des anarchistes, en 1933, « a entraîné la victoire de la droite » (page 163). D'autres raisons pourraient expliquer ce résultat : le vote des femmes, les candidatures séparées des socialistes et des républicains de gauche, la réorganisation et la campagne électorale de la droite, l'inefficacité révolutionnaire du gouvernement de coalition de 1931-1933, etc. Nous aurions voulu aussi que soit corrigée l'erreur d'Arvon qui affirme que, au moment où éclata la guerre, la C.N.T. « avait près d'un million de membres, chiffre trois fois supérieur au nombre d'affiliés à l'U.G.T. » (page 114), car, en réalité, les chiffres des adhérents étaient presque égaux (1).

Pendant, le petit livre d'Arvon et Marti, ayant le mérite de faire la synthèse de la pensée anarchiste, si dispersée et vague, et présentant de façon résumée et suggestive une histoire du mouvement anarchiste, fournit un

intérêt pour l'initiation à la pensée et à l'histoire anarchistes et aux influences qu'elles exercèrent sur notre pays.»

Nous avons pu nous procurer le livre en question, dont voici le compte-rendu (en ce qui concerne Arvon, nous partageons en gros l'opinion du critique catalan).

Le texte de Marti comprend trois pages d'introduction et un texte : « L'anarchisme dans le mouvement ouvrier en Catalogne », qui fait, compte tenu des pages blanches entre les chapitres, vingt-quatre pages et demie.

Ces vingt-quatre pages et demie suffisent largement à découvrir les intentions et le but de C. Marti.

Marti veut nous décrire l'anarchisme depuis son origine (1868) jusqu'à nos jours. Six pages et demie sont consacrées à « l'apparition du mouvement ouvrier dans les pays catalans », puis un survol schématique de l'anarchisme espagnol est fait en seize pages, et deux pages servent à la conclusion.

La matière et les centres d'intérêt soulignés par Marti dans ses seize pages sont des plus curieux. Le premier est présenté à propos des luttes armées entre patrons et syndicalistes à Barcelone dans les années 1919-21 (pistolismo). Marti écrit : « Nul ne sait ce que serait devenu la C.N.T. si le réaliste Salvador Segui, le « Noi del Sucre » (1), principal promoteur de l'initiative des Syndicats uniques (2), convaincu du simplisme avec lequel certaines minorités anarchistes voient le devenir de la société, et sensible, dans les dernières années de sa vie, au germe révolutionnaires du véritable catalanisme, n'avait pas succombé à un coup de feu en traître (10 mars 1923). »

Depuis quand fait-on l'histoire avec des « si », si le nez de Cléopâtre, si Hitler... Marti semble s'appuyer sur un certain père Foix (*Apostols : mercaders*, Mexico, 1957, page 107) pour dire que Segui aurait été opposé au « simplisme » de certains anarchistes, mis à part que l'auteur en question ne nous ait pas connus, nous ne voyons pas en quoi cela aurait changé quoi que ce soit à la C.N.T. : les scissionnistes ou les aventuriers du genre Nin Maurin ou José Diaz (secrétaire général du P.C. de 1930 environ jusqu'à son suicide en 1942, écœuré par les communistes russes) ont été éliminés assez facilement.

Quant « aux germes révolutionnaires du véritable catalanisme », nous ne voyons pas ce que cela peut être. S'agit-il de l'Unio de Rabassaires (métayers) fondée par Layret à cette époque et qui, de 1936 à 1939, sabota l'œuvre de collectivisation anarchiste ? S'agit-il du catalanisme de Badia et du fameux Dencas qui, en 1934, empêcha la C.N.T. de Catalogne de participer à l'insurrection avec les Asturies, et alla se réfugier chez Mussolini ? S'agit-il du catalanisme de Companys, l'éternel timide, voulant toujours démissionner de 1934 à 1939 ? Dans quelque direction que nous examinions, nous ne voyons rien, mais nous voyons bien où Marti veut en venir.

Son but est clair : deux pages et demie sont consacrées aux scissionnistes de 1930, deux pages aux scissionnistes actuels de la C.N.T. Donc quatre pages sur seize vont au réformisme, avec cette conclusion sur l'anarchisme :

« L'acceptation de la société moderne libérale, automatisée et socialisante, est la politisation de l'anarcho-syndicalisme. En même temps que cette politisation, apparaît une réaction devant les dangers que la liberté de l'individu court dans la société moderne de masses, et un désir de défendre cette liberté face à l'Etat chaque jour plus envahissant : une sorte d'exigence de témoignage laïc, fidèle à l'essence de la pensée libertaire. »

Le jésuite, de formation et d'esprit, C. Marti nous fait maintenant un cours de réformisme. Ce cours est précisé par sa conclusion générale : les luttes entre le patronat et le prolétariat ne peuvent être résolues par le paternalisme, il y a à la base, dans la structure économique, une situation de violence. Cette situation est due au système libéral. Le lecteur espagnol (c'est pour lui qu'écrit Marti), bien dressé par quelques années de phalangisme et de franquisme, continue la suite du raisonnement : le système libéral doit être dépassé par une démocratie organique où travailleurs et patrons sont unis dans un syndicat vertical obligatoire.

Pour Marti, l'histoire du prolétariat espagnol est une ligne droite ; c'est la lutte revendicative, l'intégration à l'Etat. L'anarchisme n'est qu'un épisode, une péripétie, mais un épiphénomène qui va dans le sens de l'histoire, puisqu'il tend au réformisme.

La thèse est simpliste, mais Marti est payé pour cela. Cependant, au milieu de ces quelques pages il ne peut passer sous silence la collectivisation, il parle de rêves mais il ne peut s'empêcher d'écrire : « Le plan général de la collectivisation et le fonctionnement intérieur de certaines entreprises dans le nouveau régime mériteraient qu'on leur consacrat une étude sérieuse. »

En effet, les contradictions de tous les régimes actuels entraînent une recherche de solution à longue échéance, et la rationalisation extrême et la participation des exécutants qui constituaient la collectivisation espagnole exercent une forte attraction sur certains économistes et technocrates actuels.

On peut dire qu'ils se trompent totalement s'ils espèrent pouvoir appliquer ou modifier le système collectiviste espagnol dans la société actuelle. Pour cela il faudrait supprimer les groupes de pression économique (patronat, technocratie) et politique (franc-maçonnerie, partis et religions) et s'appuyer sur des organisations exigeant une participation de bas en haut de ses membres, c'est-à-dire supprimer le capitalisme et entrer dans le communisme libertaire.

Comme avec Peirats, nous avons été conduits à parler de la collectivisation espagnole. C'est que les réalisations nous enseignent plus que la théorie, en ce sens qu'elles sont les fruits, les résultats de l'application théorique, car on n'avance jamais sans un but, une conduite.

(1) Surnom catalan : « l'enfant au sucre ».

(2) N.D.R. : par opposition au syndicat de métier, et pour mieux adapter la lutte syndicale à l'évolution du capitalisme.

GIUSEPPE CIANCABILLA

par Ugo Fedeli

Ciancabilla est connu pour être lié à la personnalité de Malatesta. C'est Malatesta qui convainc Ciancabilla, journaliste socialiste venu pour l'interviewer. Obligé de s'exiler pour cette raison, Ciancabilla milita jusqu'à sa mort aux Etats-Unis (1872-1892 anarchiste-1904). Il traduisit en italien *La conquête du pain* de Kropotkine et dirigea de nombreux journaux. Il mourut de maladie à trente-deux ans.

MALATESTA. LIFE AND IDEAS

Il s'agit d'un livre de trois cents pages, à peu près uniquement consacré aux écrits de Malatesta, ordonnés par thèmes. Ceci est rendu possible par le fait que Malatesta a eu une position invariable sur de nombreux problèmes, durant plus de quarante ans et en tenant compte avant tout de l'évolution de la réalité.

Plus encore que pour le livre de Nettlau *Breve Storia dell'Anarchismo*, il serait essentiel que cet ouvrage soit traduit, ou que tout au moins la pensée de Malatesta apparaisse plus souvent dans la presse française, car, avec Camillo Berneri, il représente un sommet théorique et en même temps notre époque (1853-1932).

LA INTERNACIONAL OBRERA

Les éditions F.I.J.L. (Federación Ibérica de Juventudes Libertarias), après leurs autres titres : *España hoy, Juicio contra Franco, Portugal hoy*, viennent de publier un livre sur la Première Internationale.

En une centaine de pages, dans un style dépourvu de technicisme et de pédantisme, Garcia brosse un tableau très complet de son sujet. Des notes indiquant la source des informations révèlent qu'en outre Garcia a consulté pratiquement toute la documentation existante. Augmenté d'un index de noms, ce livre bon marché constitue un outil sérieux pour les militants de langue espagnole.

Autre côté attachant du livre, la chronologie des congrès est marquée de citations de la correspondance de Marx. On voit ainsi les manœuvres se dessiner, et le profond mépris de Marx pour tout ce qui pouvait menacer son pouvoir : Marx fut le de Gaulle de l'Internationale. On n'en tombe pas pour autant dans le sectarisme facile, et les manœuvres de Bakounine sont également montrées (Congrès de Bâle en 1869, attaque contre le Conseil général d'une part et renforcement des pouvoirs de ce Conseil d'autre part : Bakounine comptait prendre le Conseil général et il en renforçait les pouvoirs pour lutter contre les horlogers de Genève qui étaient marxistes). On peut regretter que l'ouvrage ne présente pas de conclusions. Il faut ajouter que l'introduction est de Ugo Fedelli.

LA PRIMERA INTERNACIONAL Y NOSOTROS (1869-1964) par Lain-Diez

Il s'agit d'une conférence recueillie dans une brochure de trente-deux pages, qui présente le cadre social, les débats et une conclusion sur l'Internationale, c'est-à-dire sur le marxisme et l'anarchisme.

« Selon la théorie marxiste, *l'Etat populaire* est le prolétariat élevé au rang de classe dominante. Mais il est inconcevable que le prolétariat entier se mette à la tête du gouvernement, parce que les millions de personnes qui le composent ne peuvent tous en être membres (...). Le dilemme gouvernants-gouvernés ou peuple-gouvernement a été résolu en théorie par Marx et ses épigones, dont le plus illustre est Lénine, de la façon suivante. Selon, eux, le gouvernement du peuple est le gouvernement d'un petit nombre de représentants du peuple, soit que la volonté de ce dernier s'exprime pour les élire au moyen du suffrage universel, soit par tout autre moyen qui permette l'expression

réelle d'une telle volonté hypothétique. Nous sommes toujours face à un gouvernement des masses par une minorité de privilégiés comme dans les démocraties « formelles ». A cela les marxistes répondent que cette minorité sera composée de travailleurs. Oui, d'anciens travailleurs peut-être, objecte Bakounine, mais qui, dès qu'ils deviendront gouvernants ou représentants du peuple, cesseront d'être des travailleurs et considéreront le monde travailleur depuis leur sommet étatiste ; désormais, ils ne représenteront plus le peuple mais eux-mêmes et leurs prétentions de vouloir le gouverner. » Et qui a le moindre doute sur cette éventualité, ajoute-t-il, « ne connaît rien à la nature humaine » (et Bakounine soumet les organisations syndicales à la même critique).

Les théoriciens marxistes se rendent parfaitement compte de cette contradiction, « mais ils se consolent en pensant que cette dictature sera provisoire et courte, que sa principale préoccupation, son but primordial, ses soins attentifs seront d'éduquer et d'élever le peuple, économiquement et politiquement, à un niveau si élevé que le Gouvernement et l'Etat ne seront plus nécessaires et perdront ainsi tout caractère politique, c'est-à-dire de domination, pour se transformer en une organisation absolument libre des intérêts économiques des communes. »

A cela, et à l'exemple actuel de l'U.R.S.S., Bakounine avait répondu :

« Aucune dictature ne peut avoir d'autre objet que sa propre survie, elle n'est capable d'engendrer et de développer dans le peuple qui la subit que l'esclavage ; la liberté ne peut être créée que par la liberté, c'est-à-dire par la rébellion du peuple et par la libre organisation des masses laborieuses de bas en haut. »

Quant à la tactique du marxisme élaborée par le parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne en 1869 — conquête du pouvoir politique par les travailleurs, alliance avec les libéraux —, Bakounine lui oppose ce fait vérifié tout au long de l'histoire : « Que signifie sa tentative (celle de la bourgeoisie) d'alliance avec le peuple travailleur ? Ni plus ni moins que la conscience de son impuissance, l'aveu de ce que l'appui du peuple lui est indispensable pour conquérir le pouvoir étatique — non au profit du peuple, bien entendu, mais au sien. Et dès qu'elle l'aura conquis, elle deviendra inévitablement l'ennemie du peuple ; une fois devenue son ennemie, elle perdra ce point d'appui — la force populaire — et pour se maintenir au pouvoir, même pour un temps limité, elle devra chercher de nouvelles sources d'énergie, mais cette fois contre le peuple, dans des alliances et des transactions avec les partis réactionnaires vaincus. »

Pour nous (« N. R. »), c'est ce mouvement de balancier de la bourgeoisie — à laquelle s'accrochent les partis communistes et la plupart des marxistes — qui est la clé de la réussite du capitalisme (voir « N. R. » numéro 27, pour le Front Populaire). La Première Internationale n'a pas seulement scindé le socialisme entre le marxisme et l'anarchisme, elle a permis à la bourgeoisie de se servir officiellement, depuis plus d'un siècle, du mouvement ouvrier, qui ainsi crée par son travail sur-exploité la bourgeoisie et la maintient au pouvoir par son rôle politique organisé par les marxistes.

P. C. VIDAL.

Nous avons annoncé dans notre numéro précédent la parution en bulgare d'un livre sur Cheïtanov. Vient de paraître maintenant en français : « Georges Cheïtanov. Pages d'Histoire du Mouvement libertaire bulgare », G. Balkanski (ed. Notre Route, BP 81.20, Paris 20^e). Il faut encourager la recherche historique sur les événements qui risquent d'être oubliés et qui présentent un intérêt considérable pour tout le mouvement.

DANS NOTRE COURRIER

De R. R. (Loire-Atlantique) :

... Je condamne avec énergie l'attitude « scandaleuse » de ce prétendu libertaire (Hébert), car, tout de même, dans quelle galère a-t-il été se fourrer ? Tu penses bien que les staliniens de Nantes et St-Nazaire profitent de l'occasion pour calomnier le mouvement anarchiste (tracts, affiches, réunions publiques, etc.). J'ignore comment les camarades de Nantes réagissent, mais ici, à St-Nazaire, aucune riposte du groupe, plongé, hélas ! depuis longtemps dans un sommeil léthargique. Il serait pourtant simple de proclamer bien haut, ce qui est écrit dans l'éditorial de « N. R. », que cet ex-libertaire ne sait nullement l'anarchisme, mais qu'il se salit lui-même et lui seul, car en effet, en adoptant une pareille attitude, Hébert se place en dehors de l'anarchisme. Pour ma part, ouvrier aux chantiers navals, c'est ce que je m'efforce de faire comprendre autour de moi...

N.D.L.R. — *A propos de cette lettre et de « l'affaire Hébert », nous signalons à nos lecteurs la prise de position des camarades de l'U.A.S. (Union Anarcho-Syndicaliste) à Nantes qui, dans leur bulletin « l'Anarcho-Syndicaliste » (n° 46), Michel Gatineau, 107, rue Jean-Jaurès, St-Florent-les-Niort (D.S.) s'expriment avec netteté sur la question. Ils y reviennent d'ailleurs dans le numéro 47 (pages 4 et 5) et nous n'avons rien à y ajouter.*

De G. E. (Haute-Garonne) :

... Pour ceux qui viennent à l'anarchisme plutôt par sentimentalisme, par tempérament que par intellectualisme, cette ébauche de systématisation de la pensée anarchiste faite par Lain-Diez est une entreprise louable. En effet, la pensée peut ainsi s'appuyer sur des bases solides, fondamentales. Et, d'autre part, elle permet au mouvement anarchiste de se dégager du fatras d'idéologies qui assaillent notre époque, et par là une action de propagande, de diffusion de nos idées est rendue plus facile. Dans votre étude sur les élections vous avez très bien dégagé l'infect tripatouillage auquel ces manœuvres donnent lieu, et combien il serait nuisible pour le mouvement libertaire, contraire à nos principes révolutionnaires, qu'un anarchiste s'introduise dans ce panier à crabes que constituent les élections...

De D. (Var) :

... Les articles sur l'individualisme parus il y a quelques mois étaient dans l'ensemble honnêtes et objectifs. J'avais commencé une assez longue lettre pour vous donner mon avis sur la question, le manque de temps m'a empêché de la terminer. Je ne l'enverrai donc pas, la discussion sur ce sujet étant terminée...

Enfin des textes de Michel Bakounine. J.J. Pauvert vient d'éditer « Bakounine. La Liberté », choix de textes réalisé et présenté par François Munoz (plus de 300 pages). Nous le recommandons vivement à tous les camarades, à tous nos lecteurs qui ne connaissent pas encore la pensée de Bakounine. Dans la préface il y a quelques points sur lesquels nous ne sommes pas entièrement d'accord, mais cela n'enlève rien à l'intérêt du livre.

N.D.L.R. — *Nous ne considérons pas qu'une question est résolue par la publication d'un article, il nous faut appliquer dans notre conduite les conséquences. Bien souvent les mêmes erreurs se reproduisent, les mêmes problèmes se reposent — les élections—, il est donc nécessaire de poursuivre l'étude de questions déjà abordées, prendre de nouveaux aspects. Notre travail n'est pas du journalisme du remplissage commercial, c'est une affirmation d'une doctrine sociale dans le contexte actuel.*

De M. Z. (Loire) :

... Au sujet du problème espagnol, je vous disais que j'avais beaucoup apprécié l'article sur l'Espagne et que j'ai trouvée très claire l'analyse faite par les copains italiens de « *Materialismo e Libertà* » (dans le numéro 28). Par contre, je trouve que votre dernier édito ne colle pas d'assez près à la réalité espagnole. D'accord, c'est vrai ce que vous dites, mais pour l'Espagnol qui a vécu vingt-six ans de dictature, le problème se pose différemment. Car la vérité est que le mouvement libertaire, comme la vraie C.N.T., sont bien faibles. Vingt-six ans ont prouvé qu'un mouvement clandestin n'a pas de possibilité en Espagne. Pour tout camarade libertaire là-bas, une république bourgeoise, parlementaire, etc., est tout de même un véritable pas en avant.

Mon point de vue est de faire le maximum pour démontrer pourquoi aujourd'hui la bourgeoisie, ainsi qu'une grande partie de l'Eglise, ne veulent plus d'un régime franquiste. De mettre en garde contre desdits programmes révolutionnaires qui ne pourront jamais être tenus, et pour cause... Mais sans oublier que des transformations, même très superficielles, sont attendues et voulues par le peuple espagnol. Car il ne voit pas d'autre issue...

L'article de Lain Diez « Pour une systématisation de la pensée anarchiste » (« N. R. » numéro 28), outre la lettre de G. E., nous a également valu une longue lettre-article du camarade M. P., de Versailles. Nous sommes heureux de la publier.

D'accord avec Lain Diez lorsqu'il se déclare partisan d'une « systématisation » de la pensée anarchiste (bien que le mot convienne mal), mais les raisons pragmatiques qu'il avance contiennent les germes de conséquences dangereuses.

En effet, donner en exemple la « réussite » (c'est-à-dire le succès auprès d'une partie des populations) des idéologies chrétienne et marxiste peut faire croire qu'il ne s'intéresse pas tellement à rechercher la cohérence, mais plutôt une apparence de cohérence (un système) qui séduira des collectivités humaines.

Si le chapitre sur « les moyens et les fins » montre qu'il a conscience des possibilités d'erreur, cette curieuse référence peut cependant laisser prévoir un sérieux relâchement de l'esprit critique au moment de la mise en pratique du « système ». Pour éviter ces erreurs, les plus graves étant le dogmatisme et son corollaire le totalitarisme, nous ne pouvons que suivre une voie diamétralement opposée, libre de tout préjugé métaphysique.

Nous critiquons le fonctionnement des sociétés autoritaires, hiérarchisées. Nous nous opposons à de telles conceptions des sociétés. Nous proposons, nous luttons pour que soient réalisées, des sociétés aux structures libertaires, fonctionnant sans support hiérarchique.

Nous faisons donc l'hypothèse (et trop nombreux sont les anarchistes qui n'en ont pas conscience) que les êtres humains sont, ou peuvent devenir, aptes

à vivre et à prospérer dans de telles sociétés (et non pas à y survivre et à y végéter). Que cela nous plaise ou non, nous nous plaçons sur le terrain de la psychologie, de la sociologie, de l'économie... et, avant tout, de la biologie, car l'ensemble des possibilités de structures mentales c'est exactement l'ensemble des possibilités du cerveau humain, ou plutôt des cerveaux humains.

Lorsqu'on est conscient de cela, on est conduit à s'interroger sur les modes d'acquisition de la connaissance. Donc à s'apercevoir qu'on ne peut imaginer qu'un seul mode qui soit à la fois cohérent et garanti par la vérification expérimentales des hypothèses, qui est fondé sur le postulat d'unité de la connaissance. On est convenu de le désigner par l'expression « méthode scientifique ».

Il semblerait que cette expression ne soit pas en odeur de sainteté chez les anarchistes :

— certains la trouvent pédante et accrochent facilement à ceux qui s'en réclament l'étiquette de messieurs qui veulent en mettre plein la vue aux copains ;

— d'autres y voient un danger puisque dans la société actuelle le savoir est généralement un instrument de la hiérarchie (c'est-à-dire qu'ils décèlent seulement une raison là où il y a aussi une conséquence) ;

— d'autres encore sont traumatisés par l'utilisation qu'en ont fait les marxistes et finissent par en conclure que l'incohérence est garante de la liberté.

Voilà déjà trois obstacles qu'il faut faire disparaître dans notre entourage, étant entendu que chez nous le seul moyen acceptable consiste à convaincre par la discussion et l'information.

Mais l'obstacle le plus important est certainement le préjugé métaphysique. Le cas n'est pas rare chez les anarchistes. On le trouve même chez ceux dont on pourrait penser a priori qu'ils s'en sont débarrassés. Par exemple, dans un mémorandum du groupe Kronstadt (datant de 1953 ou 1954) on peut lire : « Nous considérons que sur certains points (autoritarisme, étatismes, cléricisme...) nos positions sont intangibles, dussions-nous être une poignée au monde à penser cela. » Attitude métaphysique caractérisée puisqu'elle revient à poser l'anarchisme a priori, sans se préoccuper des données humaines intrinsèques.

Cette attitude est compréhensible. Quand on compte surtout sur l'enthousiasme et sur la volonté des hommes, quand on attribue une valeur empirique aux comportements enthousiastes ou volontaires, on a des raisons de se méfier de ceux qui disent : « On ne peut rien fonder d'irréfutable que sur la connaissance, et une partie de ce qui est fondé sur la connaissance n'est pas irréfutable (raisonnements sur l'indécidable). » Car dans l'absolu on peut imaginer qu'un jour il sera démontré que les concepts anarchistes sont inapplicables aux êtres humains.

Mais cet argument ne tient pas compte de l'histoire des idées et des progrès de la connaissance. Car, par exemple, la démonstration de l'unicité de l'individu, ce n'est pas Stirner qui l'a faite, ce sont les biologistes. Des biologistes dont peut-être aucun n'était anarchiste.

En toute objectivité, il faut reconnaître que vouloir fonder l'anarchisme sur la connaissance, c'est faire un pari sur l'indécidable (c'est-à-dire sur l'ensemble des hypothèses plausibles dont l'état actuel de la connaissance ne permet pas de savoir si elles sont exactes ou inexactes). Mais un pari conscient, dont on peut articuler les divers éléments en fonction du connu nouveau, un pari dynamique qui, au fur et à mesure de la mise en forme du réel, permet de construire

d'autres hypothèses fructueuses. Alors que refuser ce pari-là revient à affirmer que ce qui nous vient des théoriciens du XIX^e siècle et du début du XX^e n'est pas une ébauche, mais au contraire une vérité figée une fois pour toutes, revient implicitement à faire un autre pari qui n'offre que le seul espoir de voir un jour se réaliser, par une opération quasi magique, les propositions parfois contradictoires contenues dans les saintes écritures.

L'histoire des idées, et des idées sociales en particulier, nous montre que celles-ci naissent dans l'esprit des hommes (de certains hommes) au contact des faits ; que les difficultés rencontrées pour tenter de décrire et d'expliquer objectivement les structures des sociétés concrètes n'ont pratiquement aucune commune mesure avec celles rencontrées dans l'étude des organismes vivants (qui sont déjà extrêmement complexes) ; qu'il est donc normal que les essais de fondement rationnel de telles analyses se heurtent longtemps encore à des préjugés, passent même souvent par l'élaboration de préjugés nouveaux ; qu'il n'y a aucune raison objective pour que les anarchistes soient dispensés de ce processus d'essais et d'erreurs. Car il se trouve, coexistant dans le même cerveau (que ce cerveau soit celui d'un anarchiste ou d'un autoritaire), des structures mentales préétablies en même temps que le désir d'examen rationnel du concret et de construction rationnelle du réel.

On peut ainsi discerner plusieurs cas de préjugés dans le texte de Diez, le plus frappant concernant l'ébauche de son opinion sur ce que nous nommons le « problème moral ». Il propose de fonder une science de la morale.

Pourquoi utiliser le mot « morale » ? alors que celui-ci couvre uniquement un acquis empirique, car l'emploi qui en a été fait au cours du temps montre qu'il contient a priori le concept de codification du comportement humain en fonction de l'équilibre d'une société donnée ; en fait cette attitude s'oppose, par l'esprit autant que par la lettre, à la mise au point d'une science du comportement dont l'objet est de déterminer les possibilités de l'homme quelles que soient les sociétés, seule détermination qui nous permettra de nous rendre compte si les structures sociales que nous proposons correspondent à des possibilités optimales de comportement.

D'autre part, il est légitime de se demander comment Diez peut espérer que sera fondée une telle science alors qu'il affirme qu'on ne peut trouver aucune explication rationnelle à la genèse des religions, alors que l'ensemble du paragraphe en cause semble indiquer qu'il pose la *liberté* (assortie de la *volonté*) a priori, c'est-à-dire qu'il adopte résolument une attitude métaphysique.

Attitude métaphysique qui pouvait être soupçonnée par l'emploi fréquent, dans les paragraphes précédents, de l'expression « valeurs humaines » sans plus de précision, comme si la signification exacte devait en être connue de tous.

Est-ce inconscient ? Voilà une question importante qu'il faut poser à Diez et à tous les camarades qui partagent des vues semblables.

Signalons une naissance : celle d'« ANARCHISME ET NON-VIOLENCE », revue récemment reçue.

Ecrire à :

Michel TEPERNOWSKI - 16, Rue-Neuve-de-la-Chardonnière - PARIS (18^e)

SOMMAIRE

	Page
EDITORIAL	1
« ANARCHIE »	3
TEMOIGNAGE	
SUR TROIS COLLECTIVITES ANARCHISTES EN ESPAGNE.	4
KROPOTKINE géographe	15
ANARCHISME, par A. BOROVOÏ	18
NOTES DE LECTURE	21
DANS NOTRE COURRIER	29

Notre adresse est: Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »), C.C.P. Paris 16.682.17.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.

Directeur de la publication : Christian LAGANT.

Imprimerie « LA RUCHE OUVRIERE » - 10, rue de Montmorency - Paris (3^e)